

REVUE SCIENTIFIQUE

La Journée des Lycéens, une édition désormais annuelle P. 27

Conflits intercommunautaires Arrêtons cette hémorragie

FORUM SUR LA PAIX A ABECHE

PAGE 8



Prévenir et lutter contre l'extrémisme Une approche basée sur l'éducation scolaire et religieuse



1

Le Forum sur la Paix

- ⇒ Apprendre à dialoguer
- ⇒ Enterrer la hache de guerre
- ⇒ renforcer la cohabitation pacifique

Page 8

2

Plan triennal de 20 projets
Page 15-19

3

L'IMPLANTATION DE BOKO HARAM DANS LA REGION DU LAC TCHAD

Page 6

Edito : Comprendre la situation dans les pays riverains du Lac Tchad

La crise humanitaire imposée par BH dans le bassin du Lac Tchad constitue un problème majeur pour le bien être socio-économique des États.



Le phénomène BH est malheureusement devenu de nos jours, une source de revenu et d'affaires pour certaines personnes (armée, BH, civiles, hommes politiques, commerçants, etc.). Cer-

tains témoignages affirment que le phénomène BH est devenu un enjeu électoral pour certains hommes politiques qui sont de connivence avec les éléments de BH, pour profiter de la fuite des populations dans certaines localités afin de grossir le nombre des électeurs. Une mission a permis de comprendre les enjeux politiques, militaires et économiques de la crise de BH dans le bassin du Lac Tchad. L'instrumentalisation de cette situation laisse présager un manque de volonté notoire des acteurs dans l'éradication de BH qui occupe une partie du territoire de la sous-région malgré les moyens dont disposent les États et les puissances étrangères pour y faire face.

Il suffit de visiter les localités pour se rendre compte de la visibilité des conséquences. La situation socio-économique fait en sorte que la province du Lac qui – dans un passé récent - constituait le poumon économique des pays du Bassin du Lac Tchad, est de nos jours reléguée au second plan à cause de l'insécurité dans la province et du déplacement massif des populations insulaires sur la terre ferme. Les échanges commerciaux qui s'effectuaient entre les populations du Tchad, du Nigéria, du Niger et du Cameroun sont complètement bloqués et les points d'accès sont occupés par les éléments de BH. L'afflux des réfugiés sur le territoire tchadien constitue un problème majeur pour la sécurité compte tenu du nombre croissant des ex-combattants de BH et des victimes. Sur le plan environnemental, la déforestation de la zone va de plus en plus grandissante et bien qu'il n'y a pas encore un problème foncier qui oppose les réfugiés et la population hôte, il est important de créer des mécanismes de prévention de conflit afin d'éviter des conflits de nature à troubler le bien-être social. Allez à la page 3

REVUE SCIENTIFIQUE TRIMESTRELLE

Autorisation n° 0007/
PR/PM/MATSPGL/SG/2018

Prix solidaire : 5000 F CFA - 10
Euros

Structure associative indépendante,
apolitique

Compte bancaire : CEDPE,
37102916101/49 CBT, N'Djamena,
Tchad

Contact : / 92 33 53 16/ 65 03 15 60

Équipe de rédaction

Directeur de publication :

Ahmat Yacoub Dabio

Secrétaire de la rédaction :

Alamine Gustave

Rédacteur en chef :

Souleyman Sami

Photographie et communication :

Mahamat Amine

Chargé de la distribution: Agassiz
Baroum

Chargé de la traduction :

Younous Ibedou

- Editorial : Oubadjimdehba Désiré

- Publicité, annonces, finances :

Hamza Sanoussi Mahamat

Design, conception,

informatique : Ahmat Djamil

- Imprimeur : XEROX-EXPRESS

- Tel: 00235 65 03 15 60/ 92 33 53
16

- Email : yacoubahmat@aol.com

- Site

web : www.centrecherche.com

- Page facebook : CEDPE

- Twitter : @extremisme

- WhatsApp : +33 772 43 89 86

Siège : CEDPE/quartier Ndjari Bla-
ma Tom

SERVICE DE COMMUNICATION REVUE SCIENTIFIQUE

Contact : 63796838

BULLETIN D'ABONNEMENT ET DE PUBLICITE

Le CEDPE, au-delà des Études qu'il effectue sur la société, notamment sur les causes et les conséquences de l'extrémisme, œuvre dans le cadre de la prévention et de la recherche active des voies et moyens pour endiguer ce phénomène et la déradicalisation. C'est dans cette optique, que le centre a créé une **Revue Scientifique**, pour mener des études et mettre à la disposition du public. Cette **RS** permettra à l'institution de vulgariser ses activités internes à l'endroit de la population et des partenaires techniques et financiers.

Nom.....adresse mail:.....tél:
...../.....

Je souscris un abonnement mensuel: X 4 numéros X 5000 F=Frs

Je demande une insertion publicitaire dans la revue du CEDPE

Un quart de page en couleur format A4 (50 000) Frs

Une demi page en couleur format A4 (75 000) Frs

Que signifie Book Haram?

1. « le livre interdit », illicite, illégal. Pour les disciples de « Jama-at-Ahlal Sunna lil dawa Wal Jihad » le livre occidental, c'est-à-dire l'enseignement de la langue occidentale doit être banni dans les écoles qui ne doivent être que consacrées à l'étude du Coran et les principes de l'Islam.
2. BH existait avant même la naissance de ce mouvement, en Haoussa, le terme « boko » existe et est utilisé couramment. Quelqu'un qui a fréquenté l'école occidentale est même prénommé « dan Boko » et ce n'est pas considéré comme une insulte. C'est pour dire que l'étymologie donnée ici est standard et authentique. Al-Amine M. Abba Seid
3. Book Haram signifie autre chose que la signification véhiculée en ce moment. Pour lui, il s'agit des intellectuels arabophones ayant étudié dans les pays arabes (Libye, Egypte Arabie Saoudite..) et qui une fois revenus au Nigeria se trouvent exclus de l'intégration par la fonction publique. Cette catégorie de personnes se trouvent en chômage ou avec quelquefois des petits boulots comme taximan etc. ils prétendent être exclus du travail par le Book occidental. (le Book occidental nous a privé du travail)

Il n y a pas une définition universelle de l'extrémisme

Comportement politique consistant à défendre les positions les plus radicales d'une idéologie ou d'une tendance. Larousse

"L'extrémisme violent fait référence à la défense, l'engagement en faveur, la préparation ou l'appui d'une violence idéologiquement motivée ou justifiée en vue de réaliser des objectifs sociaux, économiques et politiques".

USAID

" L'extrémisme violent peut être défini comme l'utilisation et la facilitation de la violence ciblée sur les civils comme moyen de corriger des griefs, réels ou perçus, qui constituent la base de plus en plus forte d'identités de groupes marginaux ". Grande Bretagne

« L'extrémisme est un fléau affectant dangereusement un Monde qui n'arrive pas à lui trouver une définition universellement acceptée ».

CEDPE

C'est une déviance de la norme (religieuse, sociale, économique, politique...) faite au nom de cette norme même qu'il souhaite promouvoir à l'extrême. Guillaume (Séminaire mixte Azhar-Idéo) 18/2/2017

Location de bureau pour vos activités: 50 000 Frs la pièce au quartier N'djari dans les locaux du CEDPE Tel: 92335316

Location de salle au CEDPE

Organiser vos événements culturels. Le CEDPE met à votre disposition une salle pour vos conférences, ateliers, débats, réceptions et autres. Il suffit de réserver la salle Toumaï au tél: 92335316

Capacité d'accueil: jusqu'à 220 places

Le CEDPE au service de la jeunesse

Des formations assurées pour ceux qui veulent apprendre, se former et renforcer leurs capacités.

Des cours de rattrapage et de renforcement pour les élèves et les candidats au Bac.

Des formations professionnelles ouvertes et adaptables à la demande. tel: 92335316

L'IMPLANTATION DE BOKO HARAM DANS LA REGION DU LAC TCHAD

Par Ahmat Yacoub

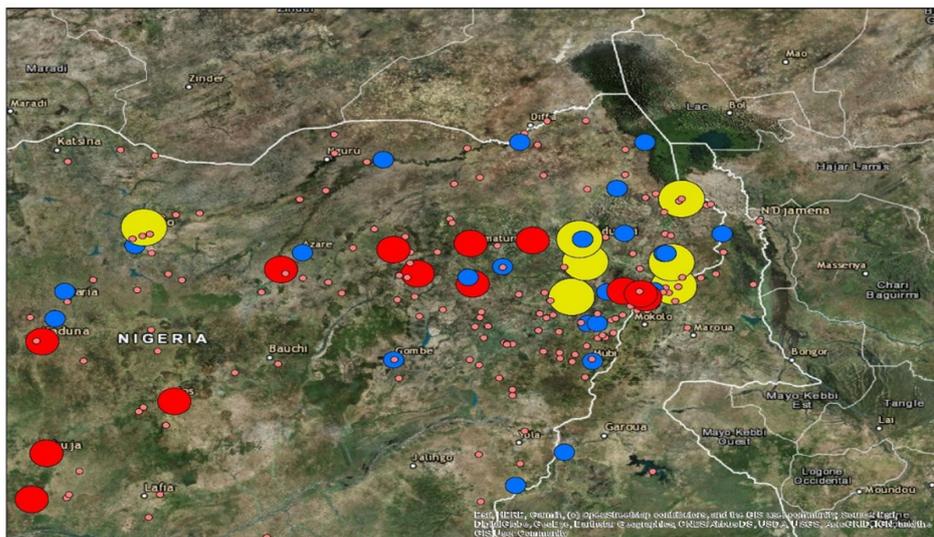
Boko Haram s'est implanté dans la région du Lac Tchad. Un ensemble de phénomènes sociaux et géographiques affectant cette région sont à prendre en compte pour apprécier la manière dont Boko Haram s'y est installé et y a prospéré. Situé à la jonction de quatre pays, le Tchad, le Cameroun, le Nigeria, le Niger dans une zone sahélienne semi-aride, le Lac Tchad est l'un des rares grands lacs endoréiques de la planète – c'est-à-dire sans ouverture vers la mer. Il est caractérisé à toutes les

respondantes. Cependant il faut noter une diminution de la « production des poissons qui est déjà passée de 243 000 tonnes entre 1970-1977 à 56 000 tonnes entre 1986-1989. Les populations qui vivent principalement de la pêche par le passé ont vu leurs ressources disparaître, les contraignant à changer d'activités ou à une reconversion contraignante. La pauvreté s'est fait le quotidien des habitants du lac Tchad ». De surcroît, « en saison sèche à Darak, par exemple, l'exondation du lac a libéré des espaces qui ont rapidement été occupés par les agriculteurs. Les pâturages du coup se sont réduits. Les plantations sont tellement serrées que les pistes de transhumance de nomades ont formé un labyrinthe » (Sambo 2011). Les pêcheurs, en mal de poisson, se sont transformés en cultivateurs là où ils jetaient leur filet auparavant. Dans les dernières décennies, les

populations locales ont également mené quelques activités agro-industrielles et industrielles modernes (égrenage de coton, brasseries, industrie du cuir, machinisme, concassage et industries alimentaires, etc.) et minières (exploitation de l'or en RCA et production pétrolière au Tchad). La majorité de ces industries sont concentrées en zone urbaine, notamment au Nord du Nigeria, du Cameroun et au Tchad. A partir de 2003, le Tchad est devenu un pays pétrolier grâce à la formation d'un consortium « 2001-2004 » qui a procédé au forage « de plus de 300 puits et construit un oléoduc de 1070 kilomètres pour l'évacuation du pétrole jusqu'à Kribi sur la côte

atlantique du Cameroun ». Mais, pris de cours en 2015 par la brusque détérioration de la situation économique en raison de la dégringolade du prix du baril sur le marché mondial, le Tchad qui a beaucoup compté sur les revenus de l'or noir - sans avoir pensé à diversifier ses sources de revenu - a subi de plein fouet la crise économique. Face à cette situation, le gouvernement a imposé aux fonctionnaires une baisse de salaire, une politique qui a suscité des mouvements sociaux.

Dans ce contexte, la régulation traditionnelle des conflits de territoire et de ressources n'arrive pas toujours à empêcher les bagarres entre divers groupes. Sans compter que la région est caractérisée par une diversité ethnique forte. La promiscuité sociale imposante a produit, à travers des décennies des conflits de terroir, souvent meurtriers, une coexistence pacifique des diverses sociétés ethniques parlant plusieurs langues locales : Boudouma, Kanembou, Haoussa, Kanouri, Bornou, etc. A ces langues s'ajoutent encore des...=> P. 14



Légende:
Attaques de Boko Haram (nombre de victimes)
● 0 to 26 ● > 26 to 78 ● > 78 to 166 ● > 166 to 732

Illustration 1. Vision satellite du Lac Tchad et sa région

échelles de temps (saisonnier, décennale, millénaire, géologique) par sa très grande variabilité. 4 000 ans avant notre ère, sa profondeur atteignait 65 mètres et sa superficie près de cinq cent fois l'actuelle (Silvestre, 2014). A l'inverse, il fut complètement sec pendant une vingtaine d'années au cours du 15^{ème} siècle. Par rapport à 1960, le lac Tchad a perdu 90% de son eau ; et depuis les années 1990, la surface du lac Tchad oscille entre 17 000 km² et 2 500 km² (G. Magrin, 2015). Ses eaux libres, dont la profondeur fluctue entre 4 et 1,50 mètres, sont désormais entourées de marécages et bancs de sable. La région s'est transformée en un maillage d'îles.

La province du Lac constituait le poumon économique de la région. Mais son assèchement a engendré de profondes transformations dans la situation socio-économique de la région. Les populations de la région s'adonnent principalement aux activités traditionnelles de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et des forêts, ainsi qu'aux activités artisanales de transformation cor-

Flash sur le CEDPE => Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est une structure associative privée, indépendante et apolitique. Il est créé par un groupe de cadres engagés dans la lutte contre la phénoménologie de l'extrémisme et sa prévention. L'inauguration officielle du centre a eu lieu le 30 janvier 2018 après l'obtention d'une autorisation de fonctionnement officiel sous la Référence : Arrêté N° 0007/PR/PM/MATSPGL/SG/2018, signé en date du 19 janvier /2018 par le Ministre de l'Administration du territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance locale.

La cérémonie a vu la présence des personnalités tchadiennes et étrangères, des représentants du gouvernement (le ministère l'enseignement supérieur), des représentations diplomatiques au Tchad (Ambassade des Etats unis, Ambassade du Niger, délégation européenne, son Excellence l'ambassadeur des Emirats arabes unis....) et d'autres organisations nationales et internationales.

L'initiative de la création du centre est animée par le désir d'apporter une contribution dans la lutte contre l'extrémisme violent à travers la mise en place des stratégies de prévention.

Flash sur l' extrémisme => Le phénomène de l'extrémisme et du terrorisme est d'actualité et constitue de nos jours un handicap majeur pour la stabilité, la paix et le développement. Convaincu que le terrorisme (DAECH, Boko-Haram, ANSAR DINE, MUJAO, AQMI..) ne connaît pas de frontière, le Tchad a, depuis 2014, décidé de voler au secours des pays confrontés aux attaques terroristes à l'instar des pays voisins membres du bassin du Lac Tchad (Niger, Nigéria et Cameroun) et au-delà comme au Mali.

Cet engagement militaire tchadien a propulsé le pays au premier rang dans les opérations d'éradication des mouvements terroristes.

Toutefois, malgré la réussite des interventions militaires africaines dans la lutte contre le terrorisme que nous tenons à saluer, cependant, l'option militaire à elle seule ne peut pas éradiquer l'extrémisme et il faut également l'accompagner par d'autres moyens de prévention à travers des programmes de sensibilisation et la mise en place des stratégies de développement socio-économique (éducation, emploi...). qui favorisent les couches vulnérables.

Historiographie de Boko Haram



D'idéologie salafiste, le groupe BH a été formé en 2002 à Maiduguri dans l'Etat de Borno au Nigeria par le prédicateur Mohammed Yusuf, qui prêchait d'une manière pacifique un islam radical. En 2009 lors d'une manifestation violemment réprimée par les forces de l'ordre nigérianes, Mohammed Yusuf fût arrêté et sommairement exécuté. A partir de là, BH en appelle à la lutte armée (le *jihad*) : c'est la répression de l'armée conduisant à la mort du fondateur de BH qui a radicalisé les adeptes. Le groupe passe alors progressi-

vement sous le contrôle d'Abubakar Shekau et commence une campagne de guérilla, d'attentats et de massacres. En effet, c'est à partir de 2014 que le conflit se régionalise, du fait que les éléments de B H utilisent les pays voisins comme lieux de refuge ou bases-arrières pendant la répression de l'armée. Depuis, son disciple Abubakar Shekau a pris la tête et officialisé le caractère insurrectionnel du mouvement. Le groupe s'allie à Al-Qaïda puis à l'État Islamique, à qui il prête allégeance le 7 mars 2015. Il devient alors L'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO).

ABBAMI OUMAR ABDOU, docteur en science politique à l'université de Maroua/Cameroun

**Élèves de tout niveau: Pour renforcer vos capacités, inscrivez-vous dès maintenant au Centre CEDPE du quartier N'djari.
Chargé de la formations Mahamat Amine tel: 66489474**

LE PROFIL DE L'EQUIPE DU CEDPE

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme est représenté par les membres fondateurs qui constituent le Conseil d'administration ; des membres fondateurs d'honneurs. Le Président du Conseil d'administration est le président du centre qui compose son bureau de gestion des activités et il rend compte au C.A.

Les chercheurs du CEDPE sont composés de Sociologues spécialistes en genre et développement, de Socio-Anthropologue, d'Historiens spécialistes en Histoire des relations internationales, de statisticien-économiste, de Journaliste publiciste, d'Informaticien, de gestionnaire. Le niveau d'études des chercheurs du CEDPE sont entre autres : Doctorat, Master, Licence.

Il, y a deux types de chercheurs du CEDPE :

- ◆ Des chercheurs bénévoles travaillant en temps au centre, avec la possibilité d'avoir une autre occupation externe.
- ◆ Des chercheurs associés au CEDPE, travaillant ailleurs mais sont à la disposition du Centre.

Les chercheurs du centre bénéficient de la rémunération des actions suivantes :

- A. Des missions rémunérées par de partenaires,
- B. Des études de projets financées,
- C. De montage de projets à la demande d'un partenaire,
- D. Des formations donnés aux étudiants au centre et ailleurs,
- E. En tant membres de comité d'organisation d'un événement.

LE PROFIL DES MEMBRES FONDATEURS DU CEDPE

Le président du CEDPE : Dr. Ahmat Yacoub DABIO ancien Conseiller Chargé de Missions à la Médiature de la République, Doctorat en sociologie, Gestion des Conflits à l'Université du Maine, Vice-Président du SST (Symposium pour la Sécurité Transsaharienne).

Le vice-président du CEDPE : M. Fadoul ABDERAZACK, journaliste

M. Younous Ibedou ancien Ministre de la jeunesse et du sport, ancien Conseiller à la Médiature de la République, Master en English Language Teaching, Magister en enseignement de l'Arabe.

Rajab Moussa, patron de l'opérateur d'internet Prestabist

M. Hamza Mahamat SENOUSI, Master en télécommunications et spécialiste en multimédia et système de communication visuelle, service informatique à la Télé-Tchad.

Sadam Ahmat Yacoub Master II en Droit Bancaire et Financier à l'Université du Maine.

Jamil Ahmat Master II en Droit Bancaire et Financier à l'Université du Maine

LE PROFIL DES MEMBRES FONDATEURS D'HONNEURS

Ceux qui soutiennent les objectifs du CEDPE et ont déjà apporté un apport en numéraire ou en équipement

M. Mouktar Wawadab, ancien conseiller spécial du Président de la République, Ambassadeur du Tchad en Algérie

M. Amadaye Abdelkérime, ancien Ministre de la sécurité

M. Abdelhagh AbdelKerim, Homme d'Affaires

M. Ali Abdoulaye Nassour, ancien DG des renseignements généraux, ancien ambassadeur en Libye, au Niger... ancien conseiller du Médiateur de la République, Sultan du Dar Kapka (Que son âme repose en paix).

LE CEDPE BENEFICIE DU CONSEIL DES PERSONNALITES COMME

- Dr Baba Malaye, Directeur Général du Centre National d'Appui à la Recherche (CNRD)
- M. Abbou Moussa : Ancien représentant spécial de Ban Ki-moon en côte d'Ivoire
- Brahim Moussa : Chercheur, ancien conseiller du Ministre de la jeunesse et du sport.
- Kebir Mahamat Abdoulaye: juriste, diplômé des Sciences Po Paris, Certifié de l'ENA de Paris, Chercheur associé au CEDPE, Directeur des Statistiques et de la communication auprès de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Le **CEDPE** est une structure associative ouverte à toute personne sans distinction de race, de religion, de nationalité ou d'espace géographique, partageant les mêmes valeurs et ayant la volonté d'entreprendre. L'objectif du CEDPE ne se limite pas seulement aux études, à la recherche et à la prévention de l'Extrémisme dans toutes ses formes, mais il contribue également à la promotion de l'information scientifique et à la communication, en soutenant ou en créant des organes de presse, des radios et des chaînes de télévision spécialisées. Il forme aussi les jeunes aux nouvelles technologies en y faisant d'ailleurs son cheval de bataille ; et procède aussi à des sondages dans tous les domaines : Politiques, économiques et sociaux. Il contribue aussi au bon déroulement en Afrique, des échéances électorales, de participer à l'analyse de la conjoncture nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution dans tous les domaines, notamment la bonne gouvernance et les droits de l'Homme.

Pour l'accomplissement de ses missions, le **CEDPE** peut notamment :

- Mener les recherches sur les causes et conséquences de l'extrémisme ;
- Sensibiliser les populations sur la prévention de l'extrémisme ;
- Mettre en place les stratégies de communications adéquates et efficaces dans le cadre de sensibilisation ;
- Impliquer la jeunesse dans les milieux scolaires, universitaires dans la prévention de l'extrémisme;
- Organiser des débats autour des questions qui touchent la société ;
- Participer aux initiatives de lutte contre la radicalisation et le terrorisme ;
- Développer des relations de partenariat avec des institutions de recherches nationales et internationales ;
- Contribuer au développement de recherches entreprises dans les laboratoires, relevant d'autres organismes publics de recherche, des Universités et d'autres établissements d'enseignements supérieurs, des entreprises et des centres de recherches privés ;
- Mettre en œuvre des programmes de recherche et de développement technologique ;
- Recruter et affecter des spécialistes nationaux et/ou étrangers en matière de recherche et d'analyse dans la limite des emplois autorisés par la loi ;
- Participer à des actions des recherches menées en commun avec des services de l'Etat, des collectivités locales, ou d'autres organismes publics et privés, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'accords de coopération scientifique, et la publication des travaux.

Le centre peut assurer une veille technologique économique, ou politique.

Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est administré par un conseil d'administration pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois.

ACTIVITES DU CEDPE

Le centre a eu à rencontrer plusieurs personnalités et représentations diplomatiques qui viennent découvrir et prendre connaissance des activités. Des contacts permanents sont noués avec les organisations nationales et internationales.

A partir du 16 février 2018 le centre a entrepris des contacts avec de lycées dans le cadre de ses activités et de la présentation de ses objectifs, le but est d'informer les responsables dudit établissement de la disponibilité du CEDPE à organiser des séances d'échanges avec les lycéens dans le domaine de la prévention de l'extrémisme dans les milieux scolaires. Il convient de rappeler que la jeunesse est la couche sensible et vulnérable à l'endoctrinement par des mouvements terroristes qui peuvent l'utiliser pour la concrétisation de leurs idéologies. Parmi les établissements rapprochés, lycée Dar-Toumaï de N'Djari, lycée Fidélité, lycée sans frontière de N'Gueli, lycée HEC-Tchad, lycée Repère. Grâce à l'ouverture d'esprit des responsables des établissements qui ont manifesté leur disponibilité à accompagner le centre dans le cadre de ses activités et dans l'organisation des conférences relatives à la question de la prévention de l'extrémisme, le centre a organisé dans ses locaux entre février et fin mars 2019, cinq journées d'échanges sur l'extrémisme. 270 élèves en ont bénéficié de cet encadrement.

Le 21 février 2018, le centre a reçu la visite d'un jeune chercheur français Monsieur Barbe Titouan dans le cadre de ses travaux de recherche sur l'engagement du Tchad dans la lutte contre le terrorisme notamment Boko-Haram. Ses travaux s'orientent également sur l'impact de la crise libyenne sur le Tchad et dans la sous-région en particulier.

Le lundi 05 mars 2018, le centre a eu la visite de Madame Chiara Vauthey conseillère de la paix pour la fédération suisse, elle était venue découvrir le centre et s'enquérir de....=> **page 8**

Tchad : visite au Cedpe d'une délégation de l'ambassade des Emirats arabes unis

Une délégation de l'ambassade des Émirats arabes unis au Tchad dirigée par le diplomate M. Jamal Khalfane Alzou-abi a effectué une visite de courtoisie, le 29 août 2019, au Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE). M. Jamal Khalfane Alzou-abi, président des services de l'ambassade a été accueilli par le président du CEDPE Dr. AHMAT Yacoub assisté de ses collaborateurs, son Assistant M. Agassiz Baroum et le chargé des finances M. Hamza Mahamat Senoussi Bourma.



Les responsables du Cedpe ont présenté les activités du centre et le rôle que l'institution joue dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent. Ils ont insisté sur le caractère apolitique et indépendant du Centre. Le Président du Centre a tenu à rappeler que son Excellence l'ambassadeur des Émirats arabes unis est l'unique ambassadeur accrédité au Tchad qui a honoré par sa présence l'inauguration du CEDPE le 30 janvier 2018 et M. Ahmat Yacoub a été reçu le 28 mars 2018 par son Excellence Mohamed Al Shamsi .

Ce geste salutaire est inoubliable car il prouve à suffisance l'implication des Émirats arabes unis dans la lutte contre l'extrémisme qui nécessite la solidarité de tous. A la fin de la visite, le chef de la délégation M. Jamal Khalfane Alzou-abi a offert au CEDPE un ouvrage en Anglais dont le sujet est en rapport avec les îles du Golfe occupées par la République islamique d'Iran.

Madame Michelle NELSON chargée de programme de l'USAID-P4P en visite au CEDPE de N'djamena

Le CEDPE a reçu dans la journée du vendredi 19 avril 2019, la visite de la chargée de programme de l'USAID-P4P Madame Michelle NELSON basée à Washington accompagnée du Directeur-pays de l'USAID-P4P/Tchad Monsieur Brahim Mamadou KOURTOU et de son assistante Madame Rosine AKODMO.

Le Directeur-Pays de l'USAID-P4P, a donné brièvement les raisons de la visite de l'équipe au CEDPE. Il a mentionné que la visite va dans le sens de découvrir le centre et ses activités et une possibilité de collaboration. Ensuite, l'assistant du président et chargé de communication Monsieur Agassiz BAROUM a présenté le CEDPE et ses activités et un bref aperçu de la mission au lac qui a permis de recueillir les témoignages des désengagés de Boko Haram. De son côté le conseiller Younous IBEDOU de parler des raisons qui ont motivé les membres fondateurs à créer le CEDPE et à œuvrer dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent et la radicalisation. Il a fait mention de la situation sécuritaire au lac et parlé des causes qui ont contribué de manière directe à l'enrôlement massif des populations du lac au groupe terroriste Boko Haram. Ibedou a souligné que les membres fondateurs du CEDPE et son personnel font de la lutte et la prévention de l'extrémisme violent une vocation, pouvant mettre en œuvre les actions et les stratégies d'atteintes des objectifs.



Le chargé des projets Monsieur OUBADJIMDEHBA Désiré s'est étalé sur l'ensemble des missions qui ont permis au centre d'aller auprès des désengagés de Boko Haram. Il a fait mention des ...=> page 11



Conflits intercommunautaires: Arrêtons cette hémorragie

Il a été constaté que ces deux dernières années, les conflits intercommunautaires au Tchad prennent une tournure qui suscite de l'inquiétude. Au sud comme au nord du pays, l'épidémie se propage. En moins de deux semaines, 113 personnes ont trouvé la mort dans le Ouaddaï. L'État et la société civile réfléchissent ensemble sur les solutions à trouver car il faut faire en sorte que la paix entre les différentes communautés redevienne une réalité afin de renforcer le tissu social affecté par une déchirure gratuite. C'est pourquoi tous ensemble arrêtons cette hémorragie à travers la tenue de ce Forum.

FORUM SUR LA PAIX A ABECHE

AGRICULTEURS, ELEVEURS ET LA COHABITATION PACIFIQUE DANS LA PROVINCE DU OUADDAI

Dans le cadre de ses activités pour le développement et la prévention de l'extrémisme violent au Tchad, le CEDPE a monté un projet d'organisation d'un forum sur la paix à Abéché, placé sous le patronat de son Excellence le Président de la République.

Le but de ce projet est de promouvoir la cohabitation pacifique entre les différentes communautés vivant dans la province du Ouaddaï pour contribuer à l'unité nationale.

Suite aux conflits politico-militaires que le Tchad a connus pendant des années, les tchadiens commencent à prendre conscience sur le danger des guerres. Dès lors, il est temps de reconstruire la paix dans ce pays. En effet, le Ouaddaï est l'une des provinces du Tchad marquant plus d'histoire au Monde à travers sa diversité socio-économique, éducative, culturelle et politique. Ainsi, cette province est considérée autrefois comme le creuset de l'Islam au Tchad (la civilisation arabo-musulmane). Plusieurs groupes ethniques y vivent dont les ouaddaïens et les arabes cohabitent pacifiquement depuis des décennies, tout en exerçant des différentes activités (agriculture, élevage artisanat, commerce).

Ces dernières années, les conflits agriculteurs/éleveurs dans la province du Ouaddaï ont pris une dimension alarmante avec l'usage des armes à feu sophistiquées faisant beaucoup de victimes et des dégâts matériels. Dans ce cas, il faut rappeler que les groupes djihadistes exploitent, ce dernier temps les conflits intercommunautaires (le terrorisme communautaire) à travers la propagation des messages de haine à travers les réseaux sociaux pour encourager la division, afin de s'installer dans tous les pays du Sahel. Il est donc temps d'avoir des instruments stratégiques et opérationnels pour mettre le Tchad à l'abri de ces menaces. Pour cela, la solidarité de toutes et tous est essentielle pour la réussite de cet événement.

L'objectif du Forum sur la paix (FSP)

- ⇒ **Contribuer au renforcement de la politique de cohabitation pacifique entre les différentes communautés au Tchad.**
- ⇒ **Créer un cadre de dialogue et d'échanges sur les questions liées à la paix et à la sécurité ;**
- ⇒ **Contribution à la gestion des conflits agriculteurs et éleveurs au Ouaddaï**
- ⇒ **Œuvrer pour la prévention de l'extrémisme violent PVE-CVE.**
- ⇒ **Envisager une stratégie de développement en comptant tout d'abord sur les moyens nationaux.**



Rohingyas en Birmanie persécutés

“La prévention de l’apatridie vectrice de lutte contre l’extrémisme violent et la radicalisation”

Par OUBADJIMDEHBA DÉSIRÉ - Chercheur- Spécialistes d’Histoire des Relations Internationales - CEDPE



L’apatridie est complexe et dépend de la législation de chaque État et la qualification des faits. L’article 1 de la convention de 1954 relatif au statut des apatrides définit le mot “apatridie” comme : la situation d’une personne qu’aucun État ne reconnaît

comme son ressortissant par application de sa législation. Cette définition dite conventionnelle est celle acceptée par les États membres de la convention de 1954 et les 57 États ayant ratifié et qui sont tenus de respecter leur engagement et de faire des efforts pour la prévention et de la réduction de l’apatridie dans leurs pays respectifs et dans le monde en général. Selon la déclaration universelle des droits de l’Homme de 1948 dite en ces termes que : “*Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité*”.

Des millions des personnes dans le monde font face à cette situation, surtout dans les pays ayant ratifié la convention sur la protection de l’apatridie. Les États ont pour obligation de respecter leur engagement vis-à-vis de la convention internationale pour garantir à leurs concitoyens un accès à la nationalité dont ils ont le droit d’en bénéficier. Certains États font face aujourd’hui à cette situation par une exclusion notoire des minorités qui ont de la peine à s’identifier de quelles territoires elles appartiennent. La question brûlante de l’heure est celle des **Rohingyas** en Birmanie persécutés pour des raisons culturelles et religieuses. Mais la persécution des minorités culturelles et religieuses n’est pas l’apanage de la Birma-

nie. Selon le site Bitterwinter.org, « la foi de la minorité musulmane en Chine est mise à l’épreuve (...) Les symboles du croissant de lune et de l’étoile ainsi que les dômes traditionnels disparaissent, alors que le PCC mène sa campagne de sinisation de l’islam à travers tout le pays ». Si la situation continue à cette allure, il ne serait pas exclu de provoquer dans l’avenir une vague d’apatridie de minorité musulmane.

En Afrique cette situation est perceptible pour des raisons de la porosité des frontières et des facteurs historiques qui traduisent les liens séculaires qui lient les peuples.

Le Tchad a adhéré le 02 août 1990 aux conventions de 1954 sur le statut des apatrides et de 1961 à la réduction des cas d’apatridie. La constitution tchadienne de la 4^e République révisée dans son article 11 garantit à tout tchadien et tchadienne de bénéficier de la nationalité d’origine de ses parents biologiques ou adoptifs. La loi donne l’opportunité également à toute personne étrangère de bénéficier de la nationalité tchadienne si elle remplit les critères d’éligibilité pour en faire la demande. La législation internationale en terme de nationalité en tant que telle a évolué en deux directions à savoir : la nécessité de protéger et d’aider les personnes déjà apatrides et celle d’éliminer ou, au moins, de réduire les cas d’apatridie. Cette question liée à l’apatridie ne relève pas seulement du ressort d’un État, c’est une affaire qui relève de la sécurité internationale et il appartient à l’ensemble de la communauté internationale de se déployer pour assurer la paix et la sécurité collective de l’humanité (...)

A suivre dans le prochain numéro.

Que Deviendra le Soudan?

La prévention de l’extrémisme pour un centre d’études et de recherches exige une réflexion sur toute situation de nature instable. Le Soudan post El-Béchéir n’est pas aussi rassurant avec une armée qui n’a toujours pas dit son dernier mot même si, il faut le reconnaître, une lueur d’espoir se dégage après la signature d’un accord avec les militaires ouvrant la voie à un gouvernement civil. Loin d’être partie prenante, ni s’écarter du statut apolitique, nous nous demandons que deviendra le Soudan? Un état véritablement démocratique comme l’espère le peuple ou s’embrase-t-il pour affecter ses voisins déjà fragilisés par des crises multiformes? => page 21

Un centre annexe du CEDPE à Abéché

Compte tenu de la recrudescence des conflits extracommunautaires dans la province du Ouaddaï où s’affrontent de temps à autre éleveurs et cultivateurs, le centre d’études pour le développement et la prévention de l’extrémisme, CEDPE, étudie la possibilité d’ouvrir une annexe à Abéché pour prévenir la violence et contribuer à la gestion des conflits inter, intra et extracommunautaires. Les derniers conflits ayant causé la mort de 113 personnes en moins de deux semaines ont convaincu les fondateurs du CEDPE de lancer le projet sur un terrain d’une superficie de 1080 m² au quartier résidentiel de Goz-Amir.

Activités du CEDPE.... Rencontres....Audiences....Visites (suite)

(...) raisons et de la situation actuelle des désengagés de BH en termes de promesses qui ont été faites et qui ne sont pas tenues qui poussent les désengagés à retourner sur les îles et pour d'autres à rejoindre le mouvement BH.

Ahmat Yacoub invité d'Antoine Garapon de radio France culture Jeudi 16 Mai 2019

"Ce n'est pas l'occident qui aide dans la lutte contre Boko Haram mais que ce sont les africains qui aident l'occident puisque Boko Haram dit combattre l'éducation occidentale".



Invité de Radio France Culture jeudi dans l'après-midi, Dr. Ahmat Yacoub le Président du Centre pour le développement et la prévention de l'extrémisme a accordé un entretien sans concession pour décrypter le radicalisme et l'extrémisme en faisant une analyse croisée sur les parcours socio-économiques et éducatifs des désengagés de Daech et de ceux de Boko Haram. Le président du Centre a souligné que « Bien qu'il existe quelques similitudes il existe cependant beaucoup de différences dans la typologie et dans les parcours socioéducatifs ». Il constate que des efforts ont été consentis dans le combat contre Boko Haram, il persiste nonobstant un long chemin à parcourir. « *Pour en arriver au bout de l'extrémisme, il faut que la communauté internationale change de stratégie car l'on dépense des sommes colossales dans des conférences, ateliers, forum et colloques tandis que "les ayant droit" n'en profitent nullement* » a indiqué A. Yacoub qui ajoute que l'option militaire à elle seule n'a jamais vraiment résolu de façon définitive un conflit. La région de Boko Haram longtemps délaissée vit une misère, une pauvreté, un sous-développement. Quant aux 2200 désengagés, il estime qu'ils ont droit à une insertion socioprofessionnelle. Ahmat Yacoub a tenu à préciser que ce n'est pas l'occident qui aide l'Afrique dans la lutte contre Boko Haram mais que ce sont les africains qui aident l'occident puisque Boko Haram dit combattre l'éducation occidentale. Pour récompenser notre soutien il faut aider au développement économique et éducatif de la région du Lac Tchad avant que ce ne soit trop tard. Tous les indicateurs scientifiques attestent qu'il y a un risque apparent d'un rétrécissement sérieux du Lac Tchad et par conséquent cette bombe démographique à retardement de 40 000 personnes s'explorera à la figure de l'occident, a tenu à rappeler A. Yacoub.

Visite au siège de l'Association humanitaire Africaine (AHA)

Le Président du Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme, CEDPE, M. Ahmat Yacoub Dabio a effectué ce vendredi 16 août, une visite au siège de l'Association humanitaire Africaine (AHA), une ONG qui œuvre dans les actions humanitaires et culturelles. Ahmat Yacoub s'est entretenu avec le Directeur général de l'ONG, M. Ibni Oumar Mohamed Saleh. Les deux responsables se sont engagés de renforcer les relations de leurs deux organisations et d'envisager une coopération étroite dans l'intérêt de la jeunesse.



Signature d'un accord de partenariat entre le CEDPE et le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale



La Ministre reçoit une délégation du CEDPE - Tchad

Le Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale « MFPPESEN » et le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme « CEDPE » signent un accord de partenariat.

(...) Pour permettre d'atteindre ses objectifs, le Ministère de la Femme, de la protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale opte pour la synergie d'action en associant, les organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que les associations qui œuvrent dans le domaine social pour promouvoir le bien-être social et l'épanouissement d'une société tchadienne juste et équitable basée sur la valorisation des droits et devoirs de toutes les couches sociales-

C'est la raison pour laquelle le Ministère souhaite s'engager, dans le cadre d'accords de coopération et de partenariat avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, dans des actions de soutien à l'éducation et au maintien des enfants à l'école jusqu'à un certain âge, dans le respect des règles de civilité et d'éthique de nature à favoriser l'appropriation confiante de ces efforts pour le bénéfice du plus grand nombre de femmes et d'enfants tchadiens.

Le Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale « MFPPESEN » et le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme « CEDPE » envisagent contribuer à la construction d'une société idéale et la promotion du genre, à l'épanouissement des jeunes pour leur assurer un avenir sûr et prospère. Ils participent au développement des structures sociales cadre d'éducation des enfants sur les plan physique et psychologique et favorisent la recherche des solutions pour prévenir et lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent en milieu scolaire, familial et aux centres sociaux (...) Il convient de rappeler que plusieurs rencontres et entretiens ont précédé l'accord sur une convention de partenariat. Le 24 avril 2019, le CEDPE a reçu la visite d'une forte délégation du Ministère de la femme de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale, conduite par le Directeur général dudit Ministère représentant Madame le Ministre. La rencontre a eu lieu grâce à Mme Aimée Thérèse Faye, responsable des programmes DDR de l'Organisation Internationale de Migrations (...) => **la suite page 22**

L'ambassadeur du Niger au Tchad accorde une audience au Président du CEDPE

L'ambassadeur du Niger au Tchad son excellence Dr. Cissé Ousmane a accordé, le 31 juillet 2019, une audience au Président du centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme, Dr. Ahmat Yacoub Dabio.



L'objectif de l'entretien était de présenter le CEDPE et ses activités à son Excellence M. l'ambassadeur du Niger. Les échanges ont également porté sur l'extrémisme violent et ses conséquences dans l'espace du Bassin du Lac Tchad et du G5 Sahel. " Le Niger est un pays frère et ami du Tchad, il est membre du Bassin du Lac Tchad et en même temps du G5 Sahel et vu le rôle important que joue ce pays dans la lutte contre l'extrémisme, je suis venu pour présenter le CEDPE et le modeste apport qu'il apporte dans la lutte contre l'extrémisme à travers la prévention", a tenu à souligner le Président du CEDPE. Grand croix de l'ordre National du Niger, le Docteur Cissé Ousmane, une personnalité diplomatique d'une grande expérience, en tant connaisseur du dossier de l'extrémisme, il s'est dit impressionné par l'initiative du Centre et a promis d'apporter son soutien.



Le Président du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques du Tchad reçoit le Président du CEDPE

Le Président du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques, «CSAI», le Dr. Ahmat Annour Khatir (à gauche) et le Président du CEDPE, le Dr. Ahmat Yacoub (à droite).

Le Président du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques du Tchad, Représentant l'ensemble de ses services et des établissements sous tutelle «CSAI», le Dr. Cheikh Mahamat Issa Khatir a

reçu en audience, le samedi 17 août, le Président du Centre d'études pour le Développement et la prévention de l'extrémisme, Dr. AHMAT Yacoub Dabio. L'entretien qui a duré une heure et demi a été l'occasion pour échanger sur l'extrémisme, l'éducation et le rôle du Conseil supérieur des affaires islamiques dans la prévention de l'extrémisme violent. Le président du Conseil supérieur des affaires islamiques du Tchad et le Président du CEDPE ont regretté et condamné les conflits meurtriers opposant élèves et agriculteurs et se sont engagés à œuvrer pour renforcer la cohabitation pacifique entre les différentes couches communautés.

AHMAT Yacoub a tenu à expliquer au Président du CSAI l'objectif des deux événements que le CEDPE organisera avant la fin de l'année. Il s'agit de *La Journée des lycéens* qui aura lieu à N'Djamena en octobre et le *Forum sur la paix* qui aura lieu à Abéché en novembre.

A la fin de l'entretien, le président du Conseil supérieur des affaires islamiques du Tchad, Cheikh Mahamat Issa Khatir a rassuré son interlocuteur que le CSAI apportera tout son soutien au CEDPE et les deux parties ont envisagé de signer une convention de partenariat. L'entretien a eu lieu en présence du Directeur général de la Radio du Saint Coran et collaborateur du Président du CSAI, M. Abbas Abakar. Dans sa campagne d'information et de sensibilisation, le CEDPE poursuit ses rencontres avec les institutions censées jouer un rôle dans la prévention de l'extrémisme parmi lesquelles les institutions religieuses comme le CSAI, La Conférence Episcopale du Tchad et l'Entente des Eglises et Missions Evangéliques au Tchad.

Signature d'une convention de partenariat entre le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique, « MENPC » et le Centre pour le développement et la prévention de l'extrémisme «

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique, « MENPC » Représenté par Son Excellence Et le Centre pour le développement et la prévention de l'extrémisme « CEDPE » Représenté par le Docteur AHMAT YACOUB DABIO en sa qualité de Président ont signé une convention de partenariat en juillet 2019.

Le choix d'un nouveau plan intérimaire pour l'éducation du Tchad (PIET) reflète les intentions de la politique gouvernementale en matière d'éducation pour la période 2018-2020. A terme, il permettra d'élaborer un plan s'inscrivant dans la logique du développement.

Par ailleurs, le PIET par sa dimension sectorielle et inclusive, couvre à la fois tous les ordres d'enseignement et quelques thématiques transversales intrinsèquement liées à tous les niveaux d'éducation, tel que le bilinguisme, la réduction des risques et des catastrophes, le renforcement des capacités, l'étiqueté, le développement des infrastructures, le développement des TIC dans l'éducation et la formation.

Pour permettre d'atteindre ses objectifs, le MEN opte pour la synergie d'action en associant les parents d'élèves, les partenaires techniques et financiers, les organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que les associations qui œuvrent dans le domaine social pour promouvoir la scolarisation et l'alphabétisation d'une part et l'amélioration de la qualité de l'enseignement et l'apprentissage d'autre part.

En appui au système éducatif, de nombreuses associations ont développé une expertise et un savoir-faire dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté, du vivre ensemble, de l'accompagnement à la scolarité et à la formation des enseignants, éducateurs, animateurs, etc. Elles s'inscrivent pleinement dans une dynamique en faveur de l'égalité de chance à travers la lutte contre le décrochage scolaire ou encore contre l'analphabétisme.

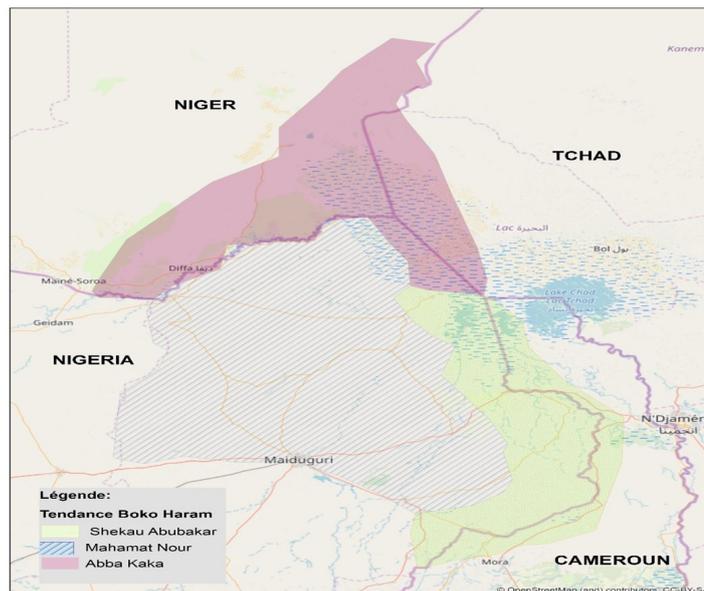
C'est la raison pour laquelle le Ministère souhaite s'engager, dans le cadre d'accords de coopération et de partenariat avec> page 22

L'IMPLANTATION DE BOKO HARAM DANS LA REGION DU LAC TCHAD

Suite de la page 6

languages étrangers : l'arabe, le français et l'anglais. Dans cette partie de milles îlots où l'administration était pratiquement absente, où la vie dominée par l'économie était organisée loin des yeux des autorités étatiques par des chefferies traditionnelles, on ne connaissait pas de frontière jusqu'à l'éruption du groupe Boko Haram en 2009.

L'ensemble de ces problématiques est encore amplifié par des facteurs démographiques. Le lac dans son état de dessèchement a paradoxalement connu une forte croissance démographique. Il a vu arriver des migrants « motivés par le potentiel piscicole, agricole et pastoral, auquel contribue en partie le retrait des eaux, générateur de surfaces utiles supplémentaires » (Sambo, A., 2011 : 117). Cette pression sur les ressources a entraîné de la déforestation, de la désertification et de la dégradation de l'environnement (Ombionio Kitoto P. A., 2016). Autre source d'inquiétude, la démographie en hausse notamment dans les deux grandes villes proches du Lac Tchad, N'Djamena (Tchad) et Maiduguri (Nigéria). Des dizaines de milliers de réfugiés et déplacés s'y massent : il y a ceux qui fuient le conflit avec Boko Haram, ceux en provenance du Darfour, de Lybie, de Centrafrique, mais aussi les réfugiés climatiques ayant quitté leurs terres desséchées, les ruraux cherchant un avenir meilleur : tous tentent de se rapprocher des villes pour y trouver nourriture, eau, santé, travail et éducation pour leurs enfants. L'insuffisance de la planification familiale entraîne une hausse du nombre d'enfants dans les familles citadines comme à N'Djamena où on compte plus de six enfants par foyer. Dans ce contexte, la démographie s'accroît considérablement sur le bassin : « 50 millions d'habitants aujourd'hui, peut-être 130 millions en 2050 » (G. Magrin, quot. La Croix, fév 2018). Cette augmentation majeure des populations amplifiera drastiquement les vulnérabilités actuelles de la région du lac concernant les hydrosystèmes, l'agriculture, l'élevage, la pêche, les écosystèmes, l'organisation socio-économique, les infrastructures. La région, déjà déstabilisée par le dessèchement du lac, une démographie en hausse et l'accroissement de la pauvreté subit de plein fouet le terrorisme.



D'idéologie salafiste, le groupe Boko Haram a été formé en 2002 à Maiduguri dans l'Etat de Borno au Nigeria par le prédicateur Mohammed Yusuf, qui prêchait d'une manière pacifique un islam radical. En 2009 lors d'une manifestation pacifique violemment réprimée par les forces de l'ordre nigérianes, Mohammed Yusuf fut arrêté et sommairement exécuté. A partir de là, Boko Haram en appelle à la lutte armée (le *Jihad*) : c'est la répression de l'armée nigériane conduisant à la mort de Mohamed Yusuf (fondateur de Boko Haram) qui a radicalisé les adeptes. Le groupe Boko Haram passe alors progressivement sous le contrôle d'Abubakar Shekau et commence une campagne de guérilla, d'attentats et de massacres. En effet, c'est à partir de 2014 que le conflit se régionalise, du fait que les éléments de Boko Haram utilisent les pays voisins du Nigeria (Cameroun, Niger et Tchad) comme lieux de refuge ou bases-arrières pendant la répression de l'armée. Depuis, son disciple Abubakar Shekau a pris la tête et officialisé le caractère insurrectionnel du mouvement. Le groupe s'allie à Al-Qaïda puis à l'État Islamique, à qui il prête allégeance le 7 mars 2015. Il devient alors L'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO).



Boko Haram est considéré comme l'un des mouvements les plus atroces du XXIe siècle, avec à son actif des crimes contre l'humanité ayant affecté non seulement le Nigeria, mais aussi le Cameroun, le Niger et le Tchad. Sa stratégie de terreur contre les populations civiles, l'occupation de plusieurs localités nigérianes importantes, ses menaces contre les pays riverains du Lac Tchad, ont contraint le Tchad à s'engager militairement pour venir au secours de ses voisins. Interpellé par les atrocités du groupe, en août 2016, Abu Mosab Albarnaoui écarte Abubakar Shekau et

prend la tête du mouvement. Boko Haram est divisé en trois tendances : => [page 20](#)

Le CEDPE dans le cadre de la prévention de l'extrémisme a initié des projets (ci-dessous) dont la mise en œuvre s'établit sur trois ans conformément aux différents calendriers d'exécution.

RESUME DES PROJETS

PROJET 1 : Déradicalisation des désengagés de Boko-Haram dans la zone du Lac-Tchad

Ce document est le résultat d'un travail effectué par le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE). La mise sur pied de ce projet dénommé « **Déradicalisation des désengagés de Boko-Haram dans la zone du Lac-Tchad** » entre dans la droite ligne des objectifs du centre. Le coût du projet s'élève à **73 242 300 FCFA**. Il sera implanté dans la région du Lac-Tchad, l'une des zones qui regorge un grand nombre des personnes victimes de l'extrémisme. Ce projet a pour but la déradicalisation, la formation et la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko-Haram.

PROJET 2 : SENSIBILISATION DES AGENTS DE L'ETAT SUR LA PREVENTION DE L'EXTREMISME DANS L'ADMINISTRATION TCHADIENNE.

Offrir un service public dans l'équité et l'égalité à tous les citoyens relève de l'obligation de l'État. Raison pour laquelle, il emploie des professionnels dans différents domaines d'activités. Mais ces professionnels semblent ignorer leur devoir de servir en se plongeant dans le laxisme, l'abus d'autorité, l'appropriation des biens publics et l'exclusion systématique de leurs concitoyens. Cet ensemble une fois cristallisé, frustrerait les usagers des services publics. Cette frustration conduirait à l'extrémisme violent, elle-même résultant de l'extrémisme intelligent. D'une durée de trente (30) jours, ce projet sera implanté à N'Djamena. Les bénéficiaires directs de ce projet d'un coût global de **10 615 000 FCFA** sont les trois cent (300) agents des dix (10) ministères concernés par ledit projet.

PROJET 3 : Cohabitation pacifique et dialogue interreligieux

Le Tchad est doté d'une diversité ethnique, culturelle et religieuse. Cette pluralité est un atout pour le développement, mais sa mauvaise perception crée parfois des divisions et constitue un obstacle à la cohabitation pacifique et son épanouissement. Intitulé **Cohabitation pacifique et dialogue interreligieux**, l'objectif principal de ce projet est de contribuer à la construction de la paix par le dialogue interculturel et interreligieux. Les principaux résultats attendus sont les suivants : la meilleure cohabitation inter-religieuse, la formation des jeunes et des femmes ambassadeurs, la mise en place des cellules de veille pour la prévention et la gestion des conflits. Les bénéficiaires directs du présent projet sont les chrétiens, musulmans et animistes du 7^e et 8^e Arrondissements de la ville de N'Djamena. Ce projet a un coût total de **12 709700 FCFA** avec pour lieu d'implantation la ville de N'Djamena et durera quatre (04) mois.

PROJET 4 : Education à la citoyenneté pour la prévention des conflits dans les milieux scolaires de la ville de N'Djamena.

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a dans la poursuite de ses objectifs initié un projet intitulé : **Education à la citoyenneté pour la prévention des conflits dans les milieux scolaires de la ville de N'Djamena**. Ce projet d'une durée de deux (02) mois a pour objectif principal d'apprendre et de former les responsables des établissements, les chefs des classes, les enseignants et les parents d'élèves, des cinq (05) arrondissements de la ville de N'Djamena concernés sur les mécanismes de prévention des conflits dans les milieux scolaires.

Le coût global du projet est de **6 250 000 FCFA**. Il apportera une meilleure appréhension des concepts liés au respect des droits et devoirs des citoyens, au code de conduite aux quatre cent trente-cinq (435) bénéficiaires directs. Ledit projet permettra d'outiller plusieurs élèves sur les valeurs citoyennes.

PROJET 5 : PROJET DE SENSIBILISATION SUR LES CONSEQUENCES DES MANIFESTATIONS VIOLENTES DANS LES MILIEUX UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES

La jeunesse considérée comme levier pour assurer la relève, se livre à des actes d'incivismes et de vandalisme lors des manifestations ignorant que ces actes peuvent avoir un impact considérable sur l'économie nationale. Car le débordement de ces manifestations conduit non seulement à la destruction des biens publics et privés mais également à la perte en vies humaines et blessures. Pour préserver la paix et la quiétude sociale, le projet de sensibilisation dans les milieux universitaires et scolaires ira dans le sens de conscientisation des étudiants et élèves sur les conséquences qui découlent des manifestations violentes. La sensibilisation sera axée sur les dommages que représentent les actes d'incivisme et le coût que l'Etat paye pour la réhabilitation et la réparation des biens détruits, les pertes en vies humaines et d'avenir qui peut être compromis et l'intérêt de privilégier une manifestation pacifique et un dialogue.

Ayant pour zone d'implantation la ville de N'Djamena, les bénéficiaires dudit projet sont les étudiants et élèves des universités, instituts et établissements scolaires du Tchad.

Ce projet a pour objectif principal de sensibiliser les étudiants et élèves sur les conséquences des manifestations violentes et le bien-fondé d'une manifestation pacifique et d'un dialogue sincère comme un moyen pour revendiquer ses droits.

Ledit projet a un cout total de **45 252 000 FCFA** et une durée de six (06) mois. Les résultats attendus sont les suivants :

- Meilleure appréhension des différentes formes de manifestations, leurs avantages et inconvénients ;
- Prise de conscience des conséquences découlant des manifestations violentes ;
- Meilleure appréhension des valeurs citoyennes.

PROJET 6 : IDENTIFICATION ET ETUDES SUR LES ECOLES CORANIQUES DANS CINQ (05) REGIONS DU TCHAD

L'extrémisme violent est un phénomène qui est causé par plusieurs facteurs dont l'éducation en fait partie. Les groupes extrémistes violents ont tendance à recruter les jeunes y compris ceux des écoles coraniques pour des attentats. Face à cette situation, il est important de mener une étude qualitative et quantitative afin d'identifier et de comprendre le fonctionnement de ces écoles et de mettre en place des stratégies de prévention de l'extrémisme pour éviter que ces élèves ne tombent dans le piège de ces groupes.

Ledit projet sera implanté à N'Djamena, et les activités de recensement dans le cadre de sa mise en œuvre se dérouleront dans cinq (05) régions du pays à savoir : le Ouaddaï, le Barh-Elgazal le Moyen Chari, N'Djamena et le Mayo-Kebbi.

Ayant pour bénéficiaires les Organisations Non Gouvernementales (ONG), organismes et l'Etat tchadien, ledit projet a pour objectif principal de mener une étude scientifique pour identifier et comprendre le fonctionnement des écoles coraniques au Tchad. Ces objectifs spécifiques sont les suivants :

- examiner la qualité des enseignements dispensés dans les écoles coraniques au Tchad ;
- Identifier les comportements à risque chez les élèves et enseignants des écoles coraniques ;
- faire le lien entre les écoles coraniques au Tchad et l'extrémisme violent ;
- faire des propositions pour améliorer l'encadrement des élèves dans les écoles coraniques
- Mettre à la disposition des organisations et du gouvernement des données statistiques ;
- Permettre aux acteurs à travers les résultats des études une meilleure appréhension de la question liée à l'extrémisme.

Les résultats attendus par ce projet sont entre autres :

Connaissance du nombre des écoles coraniques dans les régions concernées par le projet

Meilleure compréhension du fonctionnement des écoles coraniques au Tchad

Meilleur appréhension des formes de manifestations ;

Prise de conscience des conséquences découlant des actes d'incivisme en général et des manifestations violentes en particulier.

La durée de ce projet est de trois mois (03) conformément aux programmes d'activités établis.

PROJET 7 : Journées de sensibilisations dans les centres d'accueil pour enfants défavorisés

En Afrique, les extrémistes violents utilisent les enfants et les jeunes comme des proies faciles pour arriver à leur fin (Boko-Haram, MUJAO, AQMI, et Ansar Dine), le TCHAD n'est pas du reste (cas du Lac-Tchad). Raison pour laquelle la vigilance doit être de mise chez les jeunes y compris dans les crèches, et les orphelinats. Donc Il est important d'organiser des journées de sensibilisation au près de cette catégorie de la population. L'objectif principal de ce projet est de contribuer à canaliser les enfants et les jeunes en leur promettant un avenir radieux et un monde sûr loin du djihadisme. Les principaux résultats attendus sont les suivants : il faudrait qu'il y ait de moins en moins des enfants et des jeunes impliqués dans cette histoire tragique, que les jeunes sensibilisés à terme prennent eux-mêmes les relais pour mener ce combat. Les bénéficiaires directs de ce document, ce sont les jeunes, les enfants, ainsi que les individus qui subissent les conséquences des violences extrémistes. Le coût du projet est évalué à **3 630 000 FCFA**) et sera implanté à N'Djamena, il durera trois (03) jours.

PROJET 8 : PROGRAMME RADIO-TELEVISE POUR LA PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT ET LA DERADICALISATION

De nos jours l'audiovisuel et les nouvelles technologies d'information et de communication jouent un rôle très efficaces pour la prévention et la sensibilisation pour une lutte efficace contre les mouvements extrémistes. C'est pourquoi, un accent particulier doit être mis sur ces outils qui auront des effets positifs sur les individus inspirés par cette idéologie. Notre objectif est donc de faire une communication tout azimut, pour la prévention de l'extrémisme violent. Donc les résultats attendus sont les suivants : La dissuasion de ceux qui épousent l'extrémisme, faire comprendre et ramener à la raison ceux qui interprètent mal la religion musulmane. La religion musulmane n'a jamais autorisé quelqu'un d'aller tuer son prochain, que le gouvernement lutte efficacement contre la pauvreté et le chômage des jeunes, car la pauvreté constitue un terreau facile pour les djihadistes de recruter facilement les jeunes avec des promesses chimériques, et ainsi lancer un processus de la déradicalisation progressive. Ce projet intitulé « **PROGRAMME RADIO-TELEVISE POUR LA PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT ET LA DERADICALISATION** » aura une durée de 4 mois et chiffré à **3 040 000 FCFA**.

PROJET 9 : l'audiovisuel pour la sensibilisation et la prévention de l'extrémisme

Les organisations terroristes mènent de plus en plus de nouvelles campagnes d'endoctrinement des populations par divers canaux de communication. S'identifiant comme des défenseurs d'une cause loyale face à l'ennemi qu'elles estiment responsable de leur malheur, les organisations extrémistes n'épargnent personne dans leurs luttes. L'étendue des dégâts résultant des violences des mouvements terroristes est considérable sur le plan humain, économique, culturel, politique, etc.

C'est dans ce contexte que le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme initie un projet intitulé : **l'audiovisuel pour la sensibilisation et la prévention de l'extrémisme**. L'objectif principal de ce projet d'un coût global de **15 795 000 FCFA** est la sensibilisation et la prévention de l'extrémisme à travers l'audiovisuel et les medias. Il résultera de ce projet une bonne capacité d'appréhension des auditeurs sur le phénomène de l'extrémisme violent et la nouvelle compréhension de la notion de paix. D'une durée de 24 mois, ce projet sera implanté à N'Djamena.

PROJET 10 : PREVENIR ET LUTTER CONTRE L'EXTREMISME PAR LE DEVELOPPEMENT

Les dégâts causés par les attaques des mouvements terroristes dans le monde entraînent souvent des problèmes socio-économiques (inactivité dans le secteur agro-pastoral, commercial et piscicole). Le développement est alors compromis car sa mise en route devient pénible dans ces temps de conflit. Il est nécessaire de lutter et de prévenir l'extrémisme par une autre approche : le développement. C'est pourquoi ce projet est formulé afin de résoudre ce problème qui mine les victimes des attaques de Boko-Haram dans le Lac-Tchad. Ces victimes sont dépouillées par les assaillants et perdent leur capacité de se prendre en charge. Le projet permettra de former, d'outiller les populations pour faire face à une crise alimentaire corollaire de cette crise sécuritaire terroriste. Avec un cout global de **6 821 250 FCFA**, ce projet aura une durée d'un (01) mois.

PROJET 11 : Recherche sur les causes et conséquences de l'extrémisme violent dans la zone du lac Tchad

L'instabilité est l'un des facteurs fondamentaux contribuant au sous-développement d'une société d'un pays. Mais ce cas précis, c'est toute la région du Lac Tchad qui est concernée directement avec quatre (04) pays partageant les frontières communes. Dans une lutte asymétrique où l'ennemi s'adapte et intègre différentes tactiques, il importe de se munir avec des moyens conséquemment qualifiés pour maîtriser et contrôler la situation. Il faut donc, une lutte en amont et en aval.

C'est dans ce contexte que le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) initie un projet intitulé : **Recherche sur les causes et conséquences de l'extrémisme violent dans la zone du lac Tchad**. L'objectif de ce projet est de produire à travers les résultats de recherches, les mécanismes de compréhension des causes profondes de la naissance du mouvement Boko-Haram et les conséquences de leurs actions sur les populations et les États concernés.

Ce projet d'un coût global de **1 894 560 FCFA** durera deux (02) mois conformément au programme des travaux de recherche et activités prévus dans le cadre de sa mise en œuvre.

PROJET 12 : RECHERCHE PORTANT SUR LES TRAJECTOIRES DES PERSONNES RADICALISEES EN FRANCE ET DES PERSONNES REPENTIES DE BOKO HARAM

Le CEDPE en partenariat avec Dispositif de prévention et de traitement des extrémismes violents Sauvegarde de Seine-Saint-Denis, France

La prévention et la lutte contre l'extrémisme violent passent par une meilleure compréhension du phénomène qui est complexe. Protéiforme et volatile, l'extrémisme violent est susceptible de se matérialiser différemment selon les contextes. Cependant la question des mécanismes à l'œuvre dans le processus qui mène à la violence extrême se pose malgré les différents modes d'expression et de production du phénomène à travers des réalités sociopolitiques et historiques spécifiques.

A ce titre, toute stratégie de prévention doit s'efforcer d'étudier le phénomène dans sa complexité et d'extraire les potentielles récurrences dans les trajectoires de ceux qui adhèrent à l'extrémisme violent dans des contextes sociopolitiques différents.

Par ailleurs, la porosité des frontières implique que les pays pensent leurs stratégies dans des dynamiques transnationales tenant ainsi compte des déplacements des populations et parmi eux des combattants.

Le présent projet de recherche se fera à partir d'un accompagnement clinique des désengagés de Boko Haram et d'un échange de savoirs et savoir-faire de l'équipe du CEDPE avec l'équipe du **Dispositif de prévention et de traitement des extrémismes violents de la Sauvegarde de Seine-Saint-Denis**. Avec le Dispositif travaillant en France depuis plus de 4 ans sur la radicalisation, le projet vise à étudier les trajectoires des désengagés de BH afin d'en dégager des potentielles constantes susceptibles d'être mises en dialogue avec celles observables chez des personnes radicalisées en France. Coût du projet : 1 7 729 111 de FCFA.

PROJET 13 : SENSIBILISATION DE LA POPULATION DU LAC TCHAD SUR LES ENJEUX DE SON ASSECHEMENT FACE À LA MONTEE DE L'EXTREMISME (1)

L'instabilité est l'un des facteurs importants dans le retard du développement socioéconomique et culturel d'un pays. Les pays riverains du Lac-Tchad ont en commun depuis quelques années un grave problème humanitaire dû aux attaques du mouvement extrémiste Boko-Haram qui ne cesse de faire des victimes. Le projet portant sur la sensibilisation de la population du Lac Tchad sur son assèchement, prend en compte les facteurs sécuritaires auxquels, les différentes populations qui vivent directement et indirectement sont victimes. Les activités (agricoles, pastorales, commerciales et piscicoles) menées dans cette région sont aux ralenties, dues au problème sécuritaire et climatique qui conditionnent la vie des populations. Le coût dudit projet est de **4 889 000FCFA**, sera implanté dans la zone concernée et ayant une durée d'un mois (mois). Le projet prend en compte les populations vivant dans la région du Lac Tchad cible principale des attaques et des atrocités des mouvements.

PROJET 14 : SENSIBILISATION DE LA POPULATION DU LAC TCHAD SUR LES ENJEUX DE SON ASSECHEMENT FACE À LA MONTEE DE L'EXTREMISME (2)

Ce projet vise à assurer un cadre adéquat de travail au personnel, au public et une prise en charge du personnel. Le renforcement des capacités du personnel est important dans le cadre de la mise en place d'une équipe dynamique d'actions. Apporter des moyens matériels au centre permettra au personnel et au public d'être informé sur le phénomène de l'extrémisme violent. À travers les moyens qui seront mis à la disposi-

tion du CEDPE, les différentes initiatives établies pour la prévention de l'extrémisme violent et la radicalisation seront de mieux en mieux mises en œuvre afin d'accompagner le gouvernement dans sa politique de lutte contre l'extrémisme.

Le CEDPE est en parfaite adéquation avec la stratégie des Nations Unies dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Les méthodes appliquées seront participatives et impliqueront toutes les sensibilités sociales. Les moyens qui seront mis à la disposition du personnel et public auront des effets escomptés en termes de communication, d'information et de sensibilisation.

Le projet apportera sa contribution dans la concrétisation des objectifs visant à encadrer la jeunesse à travers la mise en place d'une bibliothèque- des programmes scolaires pour sensibiliser à la lutte contre l'extrémisme violent (CVE). Le coût de ce projet est de **16 363000 XAF**

PROJET 15 : La journée des lycéens (prévue le 12 octobre 2019)

La journée des lycéens est un cadre d'échanges et de brassage entre les élèves des établissements scolaires de la ville de N'Djamena. À travers cette première édition, il sera question de faire participer les élèves aux activités qui leur permettront d'avoir une large information sur les enjeux de l'extrémisme violent et la radicalisation. Cette journée d'échanges réunira plus de 2000 personnes : les parents d'élèves, les enseignants, les responsables des lycées et les autorités en charge de l'éducation nationale et de la promotion civique. Il s'agit aussi d'échanger sur la gestion et la prévention des conflits dans les établissements scolaires.

L'objectif général de cette journée est d'outiller les élèves par les moyens de prévention de l'extrémisme violent, de la radicalisation et de favoriser le brassage. Les jeux concours, les activités culturelles, sportives et les conférences débats seront axés sur les actualités et les facteurs qui poussent à l'extrémisme violent et la radicalisation. Cette journée pourrait être fêtée annuellement sur l'étendue du territoire.

Le coût de ce projet est de **6 342 210 FCFA**. Il sera implanté pendant une journée en plein quartier populaire de N'djari. La veille de la journée sera consacrée à un match de football. .

PROJET 16 : Forum sur la Paix (prévue les 21 – 22 Novembre 2019 à Abéché)

Thème : Agriculteurs, éleveurs et cohabitation pacifique dans la province du Ouaddaï

Dans le cadre de ses activités de prévention de l'extrémisme violent des conflits et la radicalisation, le CEDPE a initié un projet d'organisation d'un Forum à Abéché sur la paix, placé sous le patronat de son Excellence le Président de la République. Le but majeur est de promouvoir la cohabitation pacifique des communautés et la diversité gage de l'unité nationale.

Victime des années de crises, le Tchad a traversé des périodes tumultueuses qui ont mis en mal sa stabilité socioéconomique et politique. La province du Ouaddaï fait partie des plus importante localité du pays en termes de développement socio-économique et démographique. Son passé est riche en histoire basé sur la civilisation arabo-musulmane et autrement considéré comme le creuset de l'Islam au Tchad. Des populations originaires sont des ouaddaïens et les autres ethnies qui viennent d'autres contrées du pays. Différentes couches socioprofessionnelle y vivent, les activités dominantes dans cette province sont le commerce, l'agriculture, l'élevage, l'artisanat etc. A côté de la religion musulmane, la religion chrétienne et animiste sont pratiquées également.

Depuis quelques années, les conflits opposants agriculteurs et éleveurs nomades se déroulent quotidiennement dans le pays et la province du Ouaddaï faisant des dizaines de victimes civiles. Cette situation met en mal la quiétude sociale du Tchad et continue de créer de sentiment de haine et de vengeance dans le cœur des différentes communautés qui sont en conflits. Il est d'une importance capitale de se déployer sur ce point dans le but d'amener les populations à dialoguer pour que des solutions soient trouvées et que la paix revienne dans cette localité.

Il faut noter aussi que le contexte sécuritaire actuel du pays et de la sous-région demeure fragile avec la montée vertigineuse de l'extrémisme violent et le terrorisme, il est si important de se pencher sur cette question. Face aux multiples défaites militaires dans les maquis qu'il contrôlait autrefois, les idéologues de Daech redéployent le terrorisme communautaire en exploitant des conflits intercommunautaires à travers la propagation des messages de haine et l'encouragement de la division. Aussi, l'instabilité actuelle au Soudan fragilisée par le coup d'état militaire et la montée en puissance des milices pourrait faciliter la circula-

L'IMPLANTATION DE BOKO HARAM DANS LA REGION DU LAC TCHAD

Suite de la page 14

Boko Haram est divisé en trois tendances

Le groupe de Shekau occupe une partie du nord-Cameroun et une partie du Nigéria frontalière du Cameroun ; celui de Mahamat Nour occupe le nord-ouest du Nigéria, la localité de *Baga-Kawa* et *Doro-Baga* ; et celui de Abba Kaka occupe la partie sud-ouest du Niger, à la frontière avec le Nigéria et le Tchad. Ces différentes factions ont massacré des dizaines de milliers d'habitants dans les quatre pays riverains du lac depuis 2010, faisant 27000 morts et 2.480.790 déplacés et réfugiés (HCR, 2018).

Sources

1. Cartes: Dr. Richard Surfó, géographe, le mans université, chercheur associé au CEDPE
2. ABBAMI OUMAR ABDOU, doctorant en science politique à l'université de Maroua/Cameroun, chercheur associé au CEDPE
3. Silvestre, F. "Variabilité paléohydrologique et changements climatiques." (2014): 79-92.
Les structures du peuplement des pourtours actuels du lac sont liées à la progressive rétraction des grands marais du paléo-Tchad (Annexes).
1. Martin PETRY et Naygotimti BAMBE, *le pétrole du Tchad Rêve ou cauchemar ?* éd. KARTHALA, 2005, Essai (brochet)

Flash sur une cartographie de Boko Haram 2016—2018

À travers les statistiques qui reposent sur les résultats de notre étude, on estime que l'effectif de recrues de la nébuleuse terroriste Boko Haram a atteint 14 520 personnes en 2016 avant de diminuer considérablement à 10 842 personnes en 2018, soit une perte de 25,33%. Cette perte de 3 678 combattants en moins s'accorde avec la défaite de l'organisation dans des villes et la perte d'une grande partie des territoires qu'il occupait. Elle se traduit aussi par la pression militaire de la Force Multinationale Mixte

Année	2016		2017		2018		Actifs H.F	Morts H.F au cours de 3 ans	Désengagés H. F		
	N	%	N	%	N	%			N	%	
Hommes	759	51,8	---	---	621	57,3	6212	935	6,4	126	8,70
	4	6			2	0					
Femmes	692	48,1	---	---	463	42,7	4630	543	3,7	940	6,43
	6	4			0	0					
Total	14520		-----		10842		10842	147	10,1	220	15,15
								8		0	

(FMM) grâce auxquelles le groupe Boko Haram a été défait dans 85% des territoires qu'il occupait. En analysant les données, on constate que la perte d'une partie de l'effectif se présente en deux catégories : la première catégorie concerne les désengagés qui au nombre de 2200 soit 15,15 % de la totalité de recrues, tandis que la deuxième catégorie porte sur les personnes ayant trouvé la mort au cours des trois années étudiées, (2016 - 2018) soit 1478 personnes, environ 10% du nombre total de recrues. Ces chiffres se retrouvent dans des proportions proches au niveau de situations locales : « Parmi les 15 personnes qui sont parties volontairement, 2 sont revenues » ; « Sur les 110 personnes qui sont parties 20 sont revenues. Il y a environ deux cent ménages dans le village ». On constate=> Page 23



Achta l'universitaire

"Grâce au Centre j'ai chassé la timidité et je m'exprime bien »

Interview réalisée le 6 août 2019

Achta Rozi Soukra, lycéenne au Lycée collège Coscome de N'djari, N'djamena, ayant composé le Bac à Amsiné et dans l'après-midi elle suivait des cours de renforcement de capacité au CEDPE. Elle a obtenu le Bac A4. Heureuse et fière d'elle, la jeune bachelière s'est forgée une personnalité imposante. Avant de s'envoler en Chine où elle doit rejoindre son mari, jeune entrepreneur installé en Chine, Achta est revenue au centre, accompagnée de sa mère, pour présenter ses remerciements en guise de reconnaissance, dit-elle, pour la formation qu'elle a bénéficié. La jeune désormais universitaire en Relations internationales s'est entretenue avec la Revue Scientifique du CEDPE.

Revue scientifique : Après le baccalauréat qu'est-ce que tu comptes faire ?

Achta Rozi Soukra: Mon père a décidé que je

parte étudier au Maroc mais Je rejoindrai mon mari en Chine pour poursuivre des études en relations internationales. Mon mari a étudié en Chine et a une entreprise.

R.S : Comment as-tu découvert le centre pour la première fois ?

Achta : J'ai découvert ce centre d'études grâce aux camarades de classes qui m'ont encouragé de s'inscrire.

R.S : Comment trouves tu le Centre d'études ? et quels sont les conseils pour améliorer ses activités?

Achta : (...) *la suite page 22*

Partenariat :



Le CFCD, Centre Français de Communication et Développement durable, une ONG basée en France et le CEDPE, Centre pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme, une ONG basée au Tchad, ont signé, ce samedi, à la librairie Thuard, une convention de partenariat. Ce partenariat aura pour objet de soutenir les réfugiés étrangers et les déplacés tchadiens victimes de la secte Boko Haram au Lac Tchad. L'accent sera particulièrement mis sur les femmes et les enfants ayant subi des violences et sévices (...) lire le document officiel en attaché.

LIBRE AFRIQUE TCHAD et le CEDPE signent un accord de partenariat

Le CEDPE et l'Association Libre Afrique Tchad (ALAT) ont signé un accord de partenariat. L'ALAT est un groupe de réflexion visant à promouvoir les idées de libertés politiques et économiques, de la démocratisation des sociétés africaines, de la place de la société civile africaine dans le débat public, mais surtout à trouver des alternatives pour le développement du continent en général et du Tchad en particulier. Il est une représentation nationale de Libre Afrique, Projet Francophone de la Fondation Atlas pour la Recherche Économique.

Les deux parties conviennent de développer une collaboration à long terme qui respectera les principes suivants :

- ⇒ Confidentialité dans les échanges ;
- ⇒ Responsabilité de chacun dans le cadre de projets de collaboration ;
- ⇒ Participation volontaire aux projets de collaboration ;
- ⇒ Recherche de l'avantage mutuel ;
- ⇒ Visibilité des deux parties.

Signature d'une convention de partenariat entre le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique, « MENPC » et le Centre pour le développement et la prévention de l'extrémisme « CEDPE » *(suite de la page 13)*

(...) les organisations gouvernementales et non gouvernementales, dans des actions de soutien à la scolarisation et au maintien des enfants à l'école jusqu'à un certain âge, dans le respect des règles de civilité et d'éthique de nature à favoriser l'appropriation confiante de ces efforts pour le bénéfice du plus grand nombre d'enfants tchadiens.

Le MENPC et le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme « CEDPE » envisagent contribuer à la construction d'une éducation de qualité, à l'épanouissement de l'enfant ou de l'apprenant et à son équilibre. Ils participent au développement des enfants sur le plan physique et psychologique et favorisent la recherche des solutions pour prévenir et lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent en milieu scolaire.

"Grâce au Centre j'ai chassé la timidité et je m'exprime bien" Achta la Bachelière

(...) Suite de la page 21

Achta: je suis surprise par l'accueil, l'ouverture d'esprit et la modestie de l'administration. Nous avons été mis à l'aise à tel point qu'on se croyait chez nous. On nettoie et on organise. Franchement, en deux mois au Centre j'ai constaté un changement en moi. Avant, j'étais très timide et pessimiste mais grâce à ce centre, j'ai repris confiance en moi. j'ai chassé la timidité et je m'exprime bien sans avoir froid aux yeux. Je conseille le Centre de renforcer encore plus ses capacités en matière d'enseignants c'est-à-dire recruter plus d'enseignants pour ne pas limiter le nombre d'inscription.

R.S : Avez-vous des conseils à prodiguer aux lycéens ?

Achta : A vrai dire, la réussite exige du sérieux et c'est pourquoi, je demande aux lycéens de bien étudier surtout les filles doivent s'assumer et s'imposer.

R.S : Dites-nous qu'est-ce qui vous a plu dans ce centre ?

Achta : Comme je l'ai dit c'est l'ouverture d'esprit, le respect, les cours d'Anglais, de l'informatique, surtout les journées d'échanges entre les lycéens organisées au Centre. Nous avons aussi constaté que nous étions en pleine sécurité.

R.S : Que pensez-vous de la prochaine Journée des

Lycéens du 12 octobre?

22

Achta: C'est une initiative salubre car en plus du rapprochement des jeunes, elle permet aussi d'attirer leur attention sur l'extrémisme violent.

Propos recueillis

par la Revue Scientifique trimestrielle du CEDPE

Signature d'un accord de partenariat entre le CEDPE et le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale (...) *suite de la page 12*

(...) Les trois structures travaillent en étroite collaboration sur certains aspects liés à l'extrémisme violent surtout la prévention. D'ailleurs, le profilage de désengagés de Boko Haram dans la province du Lac est un des volets de l'insertion socioprofessionnel qui engage les trois structures à travailler ensemble. Le Directeur général représentant madame la ministre a tenu à féliciter Madame Faye qui leur a donné l'occasion de découvrir l'existence du CEDPE. Il a aussi félicité le CEDPE et l'ensemble de son équipe du travail abattu en disant qu'un tel centre mérite d'être soutenu. En date du 21 juin 2019, Dr Djallal Ardjoune Khali la ministre de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale a reçu, dans son bureau, une délégation du cedpe dirigée par son président Dr. Ahmat YA-COUB. En présence de leurs collaborateurs. Les deux parties ont exprimé leur disponibilité de renforcer un partenariat visant à combattre l'extrémisme violent. Le Tchad comme les autres pays membres du Bassin du Lac Tchad cherchent à insérer socialement et professionnellement les désengagés du groupe de Boko Haram. Mais la réinsertion doit être précédé d'un travail de profilage, de typologie et d'études des parcours sociaux. Pour bien réussir le projet, plusieurs ministères doivent être impliqués notamment ceux de l'action sociale, la justice, la sécurité, l'éducation et l'enseignement supérieur.. De son côté, Madame Faye a rappelé que l'OIM cherche sur le plan mondial à travers les organisations la collaboration dans la lutte contre le terrorisme qui est devenue un problème mondial auquel aucun État n'est épargné.

Que Deviendra le Soudan?

Suite de la page 10

(...) Force est de reconnaître que la communauté internationale notamment l'Union africaine et le premier ministre éthiopien ont réussi à raisonner l'armée après le massacre qu'elle a commis le 3 juin à la place verte de Khartoum où plus de 128 personnes ont trouvé la mort. La question qui se pose est ce que l'armée accepte de rendre compte à la justice? Wait and see!

Flash sur une cartographie de Boko Haram 2016—2018

Suite de la page 20

par ailleurs une forte présence de la femme au sein de Boko Haram, estimée à 42,7 %, soit 6926 femmes en 2016 et 5260 en 2018.

LES RAISONS DU SUCCES DE BOKO HARAM

Il n'est pas facile de répertorier d'une manière exhaustive la technicité de Boko Haram dans le recrutement de personnes mais il y a une période (2012-2015) où plusieurs raisons ont poussé au départ massif des autochtones du Lac Tchad vers les maquis de Boko Haram. Plusieurs facteurs expliquent comment Boko Haram a pu s'installer dans la région. En plus de l'extrême pauvreté, le chômage des jeunes, l'injustice sociale et l'exclusion ont créé un terrain propice au recrutement des jeunes par le groupe extrémiste. Le groupe a profité des changements climatiques, de la défaillance des gouvernements et surtout du désengagement socio-économique et institutionnel des états riverains du Lac Tchad. Les nombreux abus des forces de sécurité locales ont agi comme un effet-repoussoir, et l'attrait économique de l'organisation a aussi joué un rôle.

Un soutien populaire dans une région désinvestie par les pouvoirs étatiques

L'exécution sommaire de Mohammed Yusuf, leader charismatique de Boko Haram par les forces de l'ordre nigérianes, le passage en boucle de sa dépouille jetée au sol et de son humiliation sur les réseaux sociaux en présence des soldats nigériens qui exprimaient leur joie, la chasse à l'homme dans l'Etat de Borno des éléments des « Talibés » (ou *talibans*, littéralement les « étudiants ») appartenant au « Boko Haram » ont suscité au Tchad une certaine sympathie populaire qui s'est développée à l'égard du mouvement, bien que le fait « *que Boko Haram soit populaire dans nombre de sociétés du circum tchadien dépasse l'entendement* ».

En effet, pour bon nombre de communautés musulmanes tchadiennes à ce moment-là, Boko Haram était un mouvement de libération, éthiquement en phase avec les préceptes de la religion. « *Tant que le mouvement agissait sur le*

territoire nigérian, cela ne posait pas de problème. Le désamour s'est installé lorsqu'il a commencé à agir sur le territoire tchadien », en s'en prenant non seulement aux éléments des forces de l'ordre et de sécurité mais également aux civils (les deux attentats meurtriers à N'Djamena, les enlèvements et les massacres dans les villages limitrophes du Lac). Il faut d'ailleurs rappeler que si les attentats ont eu lieu en pleine capitale tchadienne, c'est aussi parce qu'il y existait des soutiens locaux.

Dans un premier temps, ce soutien a conduit Boko Haram à se substituer aux Etats. Comme l'explique le professeur Gondeu, « (...) *la sous-administration dans les localités insulaires est une raison cruciale qui justifie un enrôlement forcé et volontaire de la population à Boko Haram. La perte de repère géographique d'où son appartenance à un Etat du bassin du Lac Tchad fait en sorte que la question d'identification des populations demeure une préoccupation majeure. Les avantages du lac ont fait que pendant plus de 35 ans le gouvernement a oublié cette population et se cantonnait en général sur la terre ferme. Cette population se sent abandonnée par l'autorité centrale (...). Boko Haram a trouvé un terrain propice et fertile à l'enrôlement et à l'endoctrinement.* »

La région du Lac Tchad souffre d'un déficit de développement. La matérialisation de la présence de l'Etat par les écoles, les structures hospitalières et la présence de force de défense et de sécurité a fait défaut pendant de nombreuses années. En conséquence, l'absence de l'administration de l'Etat dans les territoires reculés a donné l'opportunité à Boko Haram d'investir de nombreux villages et d'obliger les villageois – à travers l'application de ses techniques de terreur – à lui prêter allégeance.

La propagande

Boko Haram a considérablement développé sa branche médiatique depuis le début de l'offensive, ce qui lui permet de revendiquer ses attaques dans des délais relativement courts (quelques jours), de contredire les discours victorieux de l'armée nigérianne et de remotiver ses troupes, voire d'attirer de nouvelles recrues. Les autorités ont cependant également pu...

=> page 24

LES RAISONS DU SUCCES DE BOKO HARAM suite de la page 23

utiliser la communication du groupe contre lui-même : regardez la barbarie et la violence inouïe qui est la marque de fabrique de la secte. Aussi à travers cette étude, il ressort que le recrutement par les réseaux sociaux n'a pas eu pour la secte l'effet escompté. Cette tendance s'explique par le fait que le niveau d'éducation dans cette région est trop bas, puis il y a aussi une difficulté d'accès à la connexion internet trop chère et quelquefois inexistante.

Les abus et crimes commis par les forces de l'ordre étatiques

Les sociétés et même les Etats se radicalisent. La radicalisation de l'opinion publique est un fait dans les sociétés modernes en perpétuelle mutation et complexification. Dans l'histoire politique de la radicalisation, on peut citer l'Allemagne et l'Italie fascistes. Ces idéologies ont conduit le monde dans une guerre mondiale aux conséquences désastreuses. Mais la radicalisation de l'Etat ou de la société peut également s'observer par le modèle de gestion d'une crise interne. Aussi, dans le cadre des approches développées par l'Etat tchadien pour faire face à l'extrémisme violent de type Boko Haram, le gouvernement a adopté dès le départ une posture du « tout sécuritaire » qui consiste à ne s'appuyer uniquement que sur l'option militaire par rapport aux autres aspects non militaires de la lutte. Cette approche va figer la position des deux camps qui rechercheront chacun l'élimination de l'autre comme solution ultime au règlement du conflit. Par ailleurs, la radicalisation de l'Etat a atteint son paroxysme avec l'instauration de l'Etat d'urgence. L'instauration de l'Etat d'urgence, ce régime juridique spécifique qui restreint les libertés en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événements présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique, constitue un indice de radicalité de l'Etat.

La violence structurelle de l'Etat, à travers les interventions de ses agents, est un facteur de radicalisation dans la zone. La réponse musclée de l'Etat face au phénomène Boko Haram, surtout à ses débuts, a contribué à radicaliser la position de beaucoup de jeunes. L'assassinat d'un parent par les forces de défense ou de graves privations de libertés ont souvent conduit des jeunes dans le camp opposé, vers Boko Haram. Cela relève

des raisons subjectives de l'engagement dans les rangs de Boko Haram. Cet engagement subjectif vise « *la vengeance personnelle d'un père, d'un frère, d'un mari ou d'un membre de la famille. S'engager pour commettre les attentats contre les ennemis, c'est la conviction de ceux qui veulent venger leurs proches* ».

Les témoignages qui suivent montrent à quel point certaines personnes ont été victimes de violation des droits de l'homme au nom de la sécurité. De nombreux abus de pouvoir ont été constatés. Alors que la situation socio-économique est désastreuse, le racket des populations par des chefs de poste reculés est monnaie courante. De plus l'abus sécuritaire n'est pas l'apanage d'un seul pays de la région. Au Nigéria par exemple, le chef de la communauté nigériane ayant trouvé refuge au Tchad après une attaque de son village témoigne : « *Les forces gouvernementales nigériennes sont basées à Milfo à 4 km de Baga-Kawa, mais n'interviennent pas dans les îles, là où Boko Haram a pris possession. Dougouri est une ville de Boko Haram qui est située à moins de 20 km de Doro-Baga composée rien que de Boko Haram. Comme Boundaram, ils sont des localités proches et non loin du lac, Boko Haram vient souvent faire des exactions. Avant les événements, Doro-Baga et Boundaram comptaient 100 000 habitants. Actuellement la population à presque déserté par peur de représailles de l'armée nigérienne qui considère la population complice de Boko Haram. Si l'armée apprend que Boko Haram est venu tuer une personne dans le village, elle vient prendre en otage tout le secteur et tue 10 jeunes et emporte 10 autres sous prétexte que le village est en connivence avec BH et que ce sont les fils du village qui viennent commettre ces crimes* ». Au Nigéria comme partout ailleurs dans les États à démocratie fragile, des exactions sont perpétrées sous le couvert de la lutte antiterroriste. Au Burkina Faso par exemple, pays membre du G5 Sahel, « *les regards se tournent de plus en plus vers les forces de défense et de sécurité, accusées de multiples exactions commises contre des civils depuis le début de l'année 2019, notamment dans la région de la boucle du Mouhoun, de Torokoto où une dizaine de morts a été relevée, chaque victime ayant reçu au moins une balle dans la tête. Tout porte à croire qu'elles n'ont pas été exécutées au cours d'un combat mais => page 25*

LES RAISONS DU SUCCES DE BOKO HARAM

suite de la page 24

arrêtées ou enlevées à leurs domiciles puis exécutées froidement. A Aourema, près de Nouna, trois corps ont été retrouvés, tandis qu'à Lounkan, le 30 juin, deux personnes ont été enlevées avant d'être libérées.

Dans certains villages de la province du Sourou, des témoignages indiquent que les forces de défense et de sécurité pratiqueraient la stratégie de la terre brûlée, écrasant tout sur leur passage. Les populations vivent dans la terreur et la peur, fuyant leurs domiciles pour se retrouver en brousse sans aliments et avec une soif extrême ». Cet abus de pouvoir sécuritaire ne contribue en aucun moment à la lutte contre l'extrémisme violent mais il aggrave, au contraire, la situation en renforçant les djihadistes et en poussant quelquefois certains « naïfs » à choisir de rejoindre leurs camps

Par ailleurs, dans le bassin du Lac Tchad, les privations de liberté sont rendues sensibles par les conditions économiques de la région. Il arrive que les autorités interdisent la pêche dans le lac : « *Les autorités nigérianes ont interdit la pêche pendant six mois mais nous sommes obligés de braver l'interdiction parce que nous n'avons pas d'autres moyens de subsistance* ». Autre témoignage : « *J'ai été victime de bastonnade de l'armée parce que j'ai égaré le reçu que l'armée m'a remis pour effectuer les déplacements. En signe de punition, j'ai été obligé de faire tomber un arbre avec la main en creusant sans une hache ni une pioche. J'ai perdu tous mes ongles en creusant le pied de l'arbre. J'ai payé 5000 nairas pour la pêche collective, mais la pêche individuelle n'est pas payante. L'axe Boundaram-Moungono est interdit de circulation pour les véhicules civils et transports. Pour avoir bravé l'interdiction, mon oncle a été assassiné par l'armée à Moun-gono il y a dix jours (il a voulu rejoindre Maiduguri par la brousse mais l'armée l'a aperçu et a tiré sur lui). L'axe Boundaram-Moungono est autorisé rien qu'aux piétons, aux charrettes et aux animaux* ».

Au Tchad, des personnes qui ont assez de bétails sont ciblées si elles ont un membre de leurs familles détenu à la prison de Koro Toro. Les gens se plaignent de l'exploitation de la situation par certains responsables sécuritaires. A titre d'exemple, Fatimé, la femme d'un colonel, exploite la situation en rackettant ceux qui ont un parent détenu à Koro Toro ou soupçonné d'être un élément de Boko Haram. Elle leur exige de payer une somme donnée pour libérer un proche de Koro Toro. De nombreux témoignages rendent compte de ces pratiques :

« Je suis moi-même un rescapé des exactions de Boko Haram et mes enfants ont été égorgés. J'étais blessé et laissé pour mort. Quand Boko Haram a appris que j'informais les autorités sur le départ des personnes à Boko Haram, trois éléments de Boko Haram sont venus à bord de pirogues et ils m'ont rendu visite à domicile à Midi Kouta à 18h. Ils m'ont torturé et tué mes enfants. J'ai reçu une balle, et juste après leur départ, j'ai alerté les autorités qui sont venues me ramener à Bol (...) à ma grande surprise, les autorités ont arrêté et transféré mon fils à la prison de Koro Toro et jusqu'à présent je n'ai aucune explication sur les raisons d'arrestation de mon fils ».

« Je n'avais pas un dossier et je n'ai même pas vu un juge. Mon fils qui est jusqu'à présent en prison n'a pas un dossier non plus à la justice. On était 17 personnes dans une cellule. Parmi les détenus il y a en 50 qui ont été présentés devant le juge d'instruction et 12 n'ont pas de dossier. Parmi les 50 personnes, 15 sont des éléments de Boko Haram. Il y a plus de 300 détenus dans la prison, le compte des détenus se fait régulièrement. Les détenus sont de Borno, de Haoussa du Nigéria, des arabes du Cameroun, de nigériens, de Kanembou, de Boudouma. Les prisons sont séparées en deux camps, celui des détenus des actes terroristes et le camp des bandits de grands chemins. ».

suite de la page 25

« J'ai été moi-même menotté jambes et bras pendant deux heures par la police, l'ANS, la gendarmerie et le gouverneur pour l'interrogatoire. Le gouverneur Adoum Forteï m'a menacé de me transférer là où je ne verrais pas le soleil. (...) J'ai été déporté à Koro Toro où j'ai passé deux ans à manger une seule fois par jour une petite quantité du riz. J'étais enchaîné et torturé une année durant (...) Le CICR m'a ramené à Moussoro pour les traitements parce que j'étais malade. »

« Parmi les éléments de BH qui m'ont torturé deux sont des Boudouma de mon village ».

« Depuis mon retour de la prison de Korotoro, je demande ma moto restée aux mains des autorités mais elles refusent de me la remettre ».

« Mon fils a été arrêté par un militaire venu de Fitina et sauvagement torturé. Ils lui ont exigé de payer une somme de 500 000 FCFA pour sa libération. Il a payé la somme mais ils l'ont transféré à Koulfoua, Bagasola, à Bol puis envoyé à KoroToro ».

Certaines autorités judiciaires et sécuritaires commencent à dénoncer les violations des droits de l'homme et ont engagé des études pour améliorer les institutions judiciaires. En Mauritanie par exemple, une étude sur des personnes arrêtées pour de terrorisme révèle que 30,7% de personnes se plaignent de la maltraitance et 31,7% se plaignent de la torture et 21,8 de la violation de procédure. Cette étude atteste à suffisance que la violation des droits de l'homme reste un des facteurs d'irrigation de l'extrémisme violent.

Il s'agit de contrer la propagande djihadiste sur les réseaux sociaux, les lieux de cultes, les établissements scolaires, etc. Car, ces endroits drainent beaucoup de jeunes. Surtout, les médias sociaux sont les véritables vecteurs de propagation des idées extrémistes. La création par exemple d'une Agence régionale de Sécurité Informatique peut obéir à la volonté de protéger non seulement les données privées des utilisateurs mais, également d'empêcher que les jeunes puissent accéder à des sites de propagandes djihadistes. Cependant, pour mieux avoir un impact, Il faudra impliquer les jeunes organisations de la société civile dans cette action de sensibilisation » ADOUMADJI MADJASTAN Magloire, Expert en Défense et sécurité, Chercheur associé au CEDPE.

1. Florencia Valdés A., « dans la région du lac-Tchad le réchauffement climatique et le terrorisme vont de pair », TV5monde Afrique, 19 octobre 2015, <https://information.tv5monde.com> consulté le 25 avril 2019.
2. Cyril Musila, « l'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac-Tchad », Note de l'IFRI, 2012.
3. Seignobos, Christian. « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine*, vol. 255, no. 3, 2015, pp. 93-120.
4. Analyse issue des données recueillies par l'équipe d'experts du Centre d'Étude pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), janvier 2019.
5. *Les deux attentats meurtriers au marché central de N'Djamena, en 2015, en plein mois de Ramadan.*
6. Archive CEDPE, rapport sur la typologie des repentis de Boko Haram, (Atelier du 25 octobre 2018, N'Djamena, Réflexions sur les données recueillies, Ladiba Gondeu Socioanthropologue, Enseignant chercheur à l'université de N'djamena, Tchad.
7. Priscilla Sadatchy, « Boko Haram : un an sous état d'urgence », GRIP, note d'analyse du juin 2014.
8. ADOUMADJI MADJASTAN Magloire, Expert en Défense et sécurité, Chercheur associé au CEDPE.
9. Rapport de mission sur les droits de l'homme du 06 au 12 février 2019 dans la province du Lac, témoignage d'un rescapé de Boko Haram, (*Rencontre au camp des réfugiés de Dar-Salam avec le chef de la communauté nigériane.* Le samedi 09 février 2018), Archives du CEDPE.
10. https://www.alwihdainfo.com/Burkina-Faso-les-forces-de-securite-pointees-du-doigt-dans-de-multiples-exactions_a74690.html?preview=1
11. Rapport de mission sur les droits de l'homme du 06 au 12 février 2019 dans la province du Lac, témoignage d'un rescapé de BH, *El hadj Abdou Malloumi le chef de la communauté Gouria de Midi Kouta*, Archives du CEDPE.

Le CEDPE et les deux comités d'organisation de la Journée des Lycéens et du Forum Sur la Paix remercient tous les partenaires qui ont apporté leur soutien pour la réussite de ces deux événements. La Paix n'a pas de prix et l'implication de tous dans la prévention de l'extrémisme est nécessaire.

La journée des Lycéens du 14 octobre 2019



Les préparatifs relatifs à la journée des Lycéens progressent. Selon le Président du comité d'organisation, Agassiz Baroum, plusieurs lycées ont soutenu cette initiative qui consiste à consacrer une journée par an pour célébrer la journée des Lycéens. Cette journée qui aura lieu cette année le lundi 14 octobre 2019, se déroulera sous l'égide de son Excellence le Ministre de l'éducation en présence d'autres autorités qui s'y intéressent.

Format et objectif

La journée des lycéens sera un cadre d'échanges et de brassage entre les élèves des établissements scolaires de la ville de

N'Djamena. À travers cette première édition, il sera question de faire participer les élèves aux activités qui leur permettront d'avoir une large information sur les enjeux de l'extrémisme violent et la radicalisation. Cette journée d'échanges réunira plus de 2000 personnes : les parents d'élèves, les enseignants, les responsables des lycées et les autorités en charge de l'éducation nationale et de la promotion civique. Il s'agit aussi d'échanger sur la gestion et la prévention des conflits dans les établissements scolaires.

Objectif général

L'objectif général de cette journée est d'outiller les élèves par les moyens de prévention de l'extrémisme violent, de la radicalisation et de favoriser le brassage. Les jeux concours, les activités culturelles, sportives et les conférences débats seront axés sur les actualités et les facteurs qui poussent à l'extrémisme violent et la radicalisation.

Objectifs spécifiques

Cette journée vise spécifiquement à :

- Apprendre aux élèves à formuler leurs idées et à exposer leur opinion devant un groupe ;
- Développer la capacité des élèves à vivre en groupe et leur aptitude à se comporter décemment en société ;
- Développer en eux le culte d'autres valeurs que le profit : générosité, solidarité, esprit d'équipe, création artistique, densité des relations interpersonnelles.

Bonne nouvelle pour les prépa Bac

"Avec NAJASCHOOL, réussissez dès maintenant grâce à nos meilleurs cours, supports et formations en ligne.

Les conseils de nos professeurs, mentors et experts à votre disposition à tout moment.

Une offre unique à 25.000 FCFA pour un accès illimité toute l'année à nos services - bureau situé à Ndjara dans les locaux du CEDPE - contact : sadamahmat@gmail.com"

Résultats attendus

Au terme de cette journée, il est attendu :

La pérennisation de la journée des lycées ;

....=> **PAGE 28**

La journée des Lycéenssuite

La meilleure compréhension du phénomène de l'extrémisme violent ;
La mise en place des comités d'élèves dans les lycées afin de prévenir et de gérer les conflits ;



La Création d'une plateforme inter-établissements de brassage, de gestion et résolution des conflits ;
favoriser l'autonomie et la motivation des jeunes en les rendant acteurs de leur apprentissage ;
l'amélioration

des aspects relationnels entre élèves et enseignants ;
le développement de la confiance en soi des élèves et l'ouverture à la culture ;
L'engagement notoire des responsables des établissements scolaires dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent et la radicalisation.

Perspectives

Enfin, le CEDPE prendra les mesures pratiques pour assurer le suivi des stratégies qui seront initiées lors de la journée et déploiera des moyens dans la pérennisation de cette journée.

Activités prévues

Les activités prévues dans le cadre de cette journée des lycéens sont entre autres :

- Les Conférences-débats ;
- Permettre aux lycéens de s'exprimer sur le danger de l'extrémisme et les mécanismes de gestion des conflits dans les établissements ;
- Les Prestations culturelles (théâtre, musique, danse, défilé de mode) ;
- Les Jeux concours (scrabble, Ludo, damier, questions-réponses, dictée, lecture) ;
- L'exposition d'objets d'arts ;
- La présentation de l'art culinaire (expliquer le bien-fondé des mets) par les différents établissements concernés ;
- L'exposition des ouvrages ;
- Les Matches de football ;
- Les Matches de basketball.

La prévention de l'extrémisme doit-elle passer par cette jeunesse oubliée? A suivre dans le prochain numéro

